

**Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution algérienne**

**L'OPEP+ veut stabiliser le marché pétrolier**

PASSÉ ENTRE LA SADC ET LE FRONT POLISARIO

# L'accord qui fait rager le Makhzen

LIRE EN PAGE 4

LA BARBARIE SIONISTE DANS TOUTE SA LAIDEUR

## Ghaza, la solution finale

LIRE EN PAGE 6

► BENDJAMA EN CSNU

« On ne peut déraciner le peuple palestinien »



Ph : DR

LE MAE FRANÇAIS DEMAIN À ALGER



**Des dossiers sur la table**

P 3

DIALOGUE MEN-SYNDICATS

**La reprise mardi prochain**

P 2

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**Khalida Toumi à nouveau devant la justice**

P 3

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER, CET APRÈS-MIDI À 15H00

**Amir De Kat, le choix de Yahiaoui**

P 21

## Le liège, notre trésor

**L'**Algérie est le 3<sup>e</sup>me producteur mondial de liège. Il vient après le Portugal et l'Espagne. Il se place devant le Maroc, l'Italie puis, en 6<sup>e</sup>me position, la France. C'est en 2022, à la faveur du programme du président Tebboune sur la diversification de notre économie, que l'intérêt de la réhabilitation de ce secteur a pris forme. Il a été constaté, à cette époque-là, que 14 wilayas seulement, sur les 24 wilayas disposant de forêts de chêne-liège, étaient exploitées. Toujours à cette même époque, la production de liège estimée à 47 602 quintaux n'avait atteint que 23 127 quintaux soit 49% de cette ressource. D'où la décision, au plus haut niveau, d'inscrire la réhabilitation de la subéraie (forêts de chênes-lièges) dans la stratégie forestière à l'horizon 2035. En intégrant les 2/3 du projet dans le volet relatif à la gestion durable des forêts et l'atteinte des ODD (objectifs de déve-

loppement durable) de l'agenda 2030 des Nations unies. Un projet de la Direction générale des forêts relevant de notre ministère de l'Agriculture en partenariat avec la FAO et cofinancé par l'Algérie et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le projet couvre la forêt de Beni Iddir à Jijel, celle de Taourirt Ighil à Béjaïa et celle de Hafir à Tlemcen.

Ces trois sites ont été choisis pour leur importance. Ils représentent 22 500 ha sur les 350 000 ha que comptent l'ensemble des forêts de chêne-liège du pays. Il faut souligner que la réhabilitation n'est pas une mince affaire. Elle comprend la prévention des incendies, les constructions illicites, les pacages illicites, les défrichements illicites, des décharges et carrières non contrôlées, etc. « Les études des deux premières phases de ce projet, lancé en 2022, effectuées par des experts nationaux ont été remises et validées », a déclaré le sous-directeur des aménagements et inventaires forestiers à la DGF, M.

Mouloud Ikene Naït. Une déclaration rapportée, jeudi dernier, par l'APS. « L'objectif est de créer des systèmes de gestion durable des forêts » a-t-il poursuivi. L'autre objectif sur ces trois sites est « la création de 60 PME, à raison de 20 PME sur chaque site dont 30% seront constitués par des femmes ». Traditionnellement, le liège servait essentiellement à la production des bouchons. Aujourd'hui son utilisation s'est étendue à l'isolation dans le secteur de la construction. Une loi européenne, votée le 14 mars 2023, rend obligatoire l'isolation des bâtiments publics à partir de 2027 et l'isolation des logements privés d'ici 2030. Ce qui représente 35 millions de bâtiments d'ici la fin de cette décennie. Aux États-Unis, l'État fédéral prend en charge, à raison de 5000 dollars, l'isolation des logements des plus démunis. Toutes ces prévisions ainsi que la quantité et la qualité de notre liège, n'ont pas échappé à nos dirigeants dans leur décision de réhabiliter notre subéraie. Une duplication du projet sur les 21 autres wilayas est prévue. Nos forêts de chênes-lièges font partie de tous les trésors naturels que recèle notre grand et si beau pays, l'Algérie !

Zouhir Mebarki

L'ÉDITO



RÉVISION DES STATUTS ET RÉGIME INDÉMNITAIRE DES CORPS DE L'ÉDUCATION

# Le dialogue ministère-syndicats reprendra mardi prochain

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, hier, dans un communiqué, la reprise des séances de débat à partir de mardi prochain, sur les propositions relatives au statut et au régime indemnitaire pour recueillir les observations et propositions des responsables des organisations syndicales agréées auprès du secteur concernant ces dossiers.

Le président de la commission chargée de recevoir les observations et propositions des responsables des organisations syndicales agréées par le secteur, informe que ces séances se feront selon la classification des corps prévue dans le décret exécutif 25-54 portant statut des personnels affiliés aux corps de l'Éducation nationale. Les réunions débiteront à partir de mardi prochain (8 avril), cette journée devant être consacrée aux représentants des organisations syndicales dont les statuts couvrent les corps affiliés à la catégorie des personnels de l'enseignement (enseignants). La journée du mardi 15 avril sera consacrée aux représentants des organisations syndicales, dont les statuts couvrent les corps affiliés à la catégorie des fonctionnaires de l'Éducation. Le ministère se réunira la semaine qui suivra (22 avril) avec les représentants des organisations syndicales, dont les statuts couvrent les corps affiliés à la catégorie des personnels de l'orientation scolaire et professionnelle. Selon le calendrier, une réunion est prévue le 29 du



Ph: DR

même mois, à laquelle prendront part des représentants d'organisation syndicales dont les statuts particuliers couvrent les corps appartenant à la catégorie des personnels de laboratoire, suivie d'une autre réunion le 06 mai prochain, à laquelle prendront part les représentants des organisations syndicales dont les statuts couvrent les corps affiliés à la catégorie des personnels des cantines scolaires, et d'une réunion le 13 mai prochain, avec les représentants des organisations syndicales dont les statuts couvrent les corps affiliés à la catégorie des personnels des services économiques, selon la même source. Dans ce cadre, la journée du 20 mai sera consacrée aux représentants des organisations syndicales dont les statuts couvrent les corps affiliés à la catégorie des personnels administratifs, et des établissements de l'Éducation et de l'enseignement, la tutelle devant se réunir mardi 27 mai avec les organisations syndi-

cales dont les statuts couvrent les corps de la catégorie du personnel de l'inspection. « Une semaine entière a été consacrée à chaque corps afin d'élaborer des propositions unifiées consensuelles », rappelle le ministère, soulignant « qu'il est possible de prolonger la durée jusqu'à la finalisation du travail sans modifier le calendrier ». « En cas de consensus total entre les syndicats de toutes les catégories, le calendrier sera avancé pour gagner du temps », a également souligné le ministère. Il est important de souligner, dans ce contexte, que la reprise des débats autour de ce dossier intervient avec le début du troisième trimestre de l'année scolaire. En effet, les élèves, les enseignants et les fonctionnaires des trois paliers éducatifs (primaire, moyen, et secondaire) reprendront les cours demain dimanche suite à la fin des vacances de printemps.

Ania N.

PRISE EN CHARGE DE PERSONNES À BESOINS SPÉCIFIQUES

## Rebiga à Berlin : « L'Algérie a réalisé des progrès substantiels »

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, a mis en avant, à Berlin (Allemagne), les engagements de l'Algérie dans la prise en charge des personnes à besoins spécifiques et les « progrès substantiels » réalisés en la matière, a indiqué un communiqué du ministère.

M. Rebiga, qui a participé aux travaux du Sommet mondial sur le handicap 2025, à Berlin (mercredi et jeudi derniers), chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté « les engagements de l'Algérie dans la prise en charge des personnes à besoins spécifiques », a précisé la même source. Le ministre a mis en avant, à cet égard, « les progrès substantiels réalisés par l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de bâtir une société inclusive garantissant les droits des personnes à besoins spécifiques et leur pleine participation au sein de la société pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ». Entre autres engagements de l'Algérie en matière de prise en charge de cette catégorie, M. Rebiga a

cité « l'élaboration d'une stratégie nationale sur le handicap par le secteur de la solidarité nationale, en collaboration avec le Conseil national des personnes à besoins spécifiques, à l'horizon 2027 ». Ce dernier a également rappelé « la dotation des établissements éducatifs spécialisés, placés sous la tutelle du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition

de la femme, en personnel professionnel spécialisé et l'amélioration des systèmes de formation professionnelle pour faciliter l'intégration socioprofessionnelle des personnes à besoins spécifiques, à travers l'ouverture de nouvelles spécialités adaptées et diversifiées dans le réseau des établissements de formation professionnelle à l'échelle nationale, en mettant l'accent sur les

compétences recherchées sur le marché du travail ». Lors de cette édition de deux jours, sous la coprésidence de l'Allemagne, de la Jordanie et de l'International Disability Alliance (IDA), l'Algérie a présenté ses engagements aux côtés du Royaume-Uni, du Pakistan, de l'Australie, de l'UNICEF et d'autres organisations, a noté le communiqué.

L. Zeggane

## FORMATION DES MÉDECINS ET DES PARAMÉDICAUX Djibouti veut bénéficier de l'expérience algérienne

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, s'est entretenu avec son homologue djiboutien, Ahmed Robleh Abdilleh, en marge du 3e Sommet mondial sur le handicap, qui se tient à Berlin (Allemagne). Selon un communiqué du ministère, publié jeudi dernier, la rencontre a porté sur « les moyens de faire bénéficier Djibouti de l'expérience algérienne pionnière dans le domaine de la formation des médecins et des paramédicaux », précise la même source. À cette occasion, Saïhi a rappelé « l'importance majeure accordée par les hautes autorités algériennes au renforcement de la coopération avec les pays africains dans différents domaines, notamment dans le secteur de la santé, en tant que pilier du développement durable », affirmant que « l'Algérie est disposée

à mettre son expertise et ses moyens au service des frères de Djibouti à travers des programmes de formation et l'échange de connaissances et d'expériences, et ce, afin de hisser le niveau des services dans le continent africain ». De son côté, le ministre djiboutien de la santé a loué « le rôle de l'Algérie en faveur de la coopération africaine », saluant « le niveau atteint par l'Algérie dans la formation des cadres de la santé », ce qui en fait, a-t-il dit, « un partenaire de choix nous permettant de bénéficier de son expertise en la matière ». Au terme de la rencontre, les deux parties ont réitéré leur « engagement à renforcer les relations bilatérales dans le domaine de la santé au service des intérêts des deux pays », conclut le communiqué.

A. N.

DÉCISION EXCEPTIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

## Des médecins généralistes recrutés dans le Sud

Dans le cadre d'une initiative visant à soutenir le secteur de la santé dans les wilayas du Sud, la Direction générale de la Fonction publique a annoncé une décision exceptionnelle pour embaucher des médecins généralistes en santé publique sur une base contractuelle, afin d'assurer la continuité des services de santé dans ces régions.

Conformément à la résolution n° 815, cette permission s'appliquera aux établissements de santé publique, y compris ceux établis dans les wilayas conformément au décret présidentiel n° 21-117 du 22 mars 2021. Le recrutement sera limité à l'exercice 2025 uniquement, en attendant l'organisation de concours officiels de recrutement. À ce fait, la Direction générale de la Fonction publique a souligné la nécessité de respecter les textes réglementaires applicables en la matière, pour garantir la mise en œuvre transparente et équitable de cette mesure exceptionnelle.

Sarah O.

ONSC

## Mme Hamlaoui jette les ponts avec les associations

Des représentants de plusieurs associations nationales et locales ont été reçus par la présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Mme Ibtissem Hamlaoui à Alger, et ce, dans le cadre du renforcement de la communication et de la concertation avec les acteurs de la société civile, a indiqué un communiqué de l'ONSC.

En effet, cette rencontre a rassemblé, « la coordination nationale pour la préservation de la mémoire nationale et du patrimoine historique, l'Association nabilia pour le développement et la prospérité de la commune de Ras El Miaad (wilaya d'Ouled Djellal), l'Association nationale de tourisme, de voyages et d'artisanat et l'Association nationale Adventure Tourism », a précisé la même source. Les représentants des associations ont, dans ce cadre, saisi cette occasion pour « soulever leurs préoccupations, débattre de plusieurs questions essentielles qui intéressent la société civile et formuler nombre de propositions susceptibles de promouvoir le rôle de la société civile, en tant qu'acteur principal dans le développement national », a conclu le communiqué.

L. Z.

DIPLOMATIE

## Attaf reçoit le nouvel ambassadeur de Somalie

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu jeudi au siège du ministère, Yocouf Ahmed Hassan. Ce dernier lui a remis les copies de ses lettres de créance en tant que nouvel ambassadeur de la République fédérale de Somalie en Algérie.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays, mettant en avant les liens diplomatiques et la coopération entre Alger et Mogadiscio.

S. O.



LE MAE FRANÇAIS DEMAIN À ALGER

# Des dossiers sur la table

Dans l'air depuis quelques jours et suite de l'entretien téléphonique, passé lundi dernier, à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Fitr, entre le président Abdelmadjid Tebboune et son homologue français Emmanuel Macron, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, effectuée, demain, une visite en Algérie.

Un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, publié jeudi dernier, a précisé à cet effet : « Dans le cadre prolongement de l'appel téléphonique du 31 mars 2025 entre le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue de la République française, M. Emmanuel Macron, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu ce jour un appel téléphonique de son homologue français, M. Jean-Noël Barrot ». Selon le ministère, le déplacement officiel de Barrot en Algérie intervient à l'invitation d'Ahmed Attaf. Dans cette perspective, détaille encore le ministère, « l'appel téléphonique a permis aux deux ministres de passer en revue les principaux dossiers auxquels les deux chefs d'Etat ont demandé que soit accordée une attention particulière dans le cadre plus large du règlement des différends qui sont venus récemment contrarier le cours normal de la relation algéro-française ».

Dans la forme, la visite prévue du chef de la diplomatie française à Alger sous l'autorité d'Emmanuel Macron et à l'invitation des autorités algériennes était une exigence du président Abdelmadjid Tebboune qu'il avait exprimée le 22 mars dernier, à l'occasion de son entrevue médiatique avec la presse nationale. Une exigence selon laquelle, il n'a, en tant que président de l'Algérie, aucun autre interlocuteur en dehors de son homologue français alors qu'il a délégué, pour sa part, son homme de confiance, Ahmed Attaf, pour traiter le dossier de relation avec la partie française. Depuis la sortie d'Abdelmadjid Tebboune qui a mis un point d'ordre dans cette crise, le « capharnaüm » animé en France dans le but de



PH : DR

mettre la pression sur l'Algérie a eu moins d'impact sur le plan politique. Les animateurs politiques de la campagne anti-algérienne sont moins écoutés lorsqu'encre, pour certains à l'image du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, sont mis hors-circuit. Celui qui mène une « riposte graduée » à l'encontre de l'Algérie ne fait pas partie du « plan » de règlement de la crise avec l'Algérie. Pour preuve, malgré les prétentions qu'il se donne d'être « l'homme du dossier algérien », son nom ne figure pas dans les plans, les discussions et les visites de membres du gouvernement français à Alger. En effet, l'entretien téléphonique de lundi dernier entre les Présidents des deux pays a débouché sur deux visites en Algérie. Le ministre de la Justice, Gerald Darmanin devra suivre, prochainement, derrière son collègue des affaires étrangères.

Dans le fond, on ne peut pas, à priori, supposer une fin de la crise entre les deux pays eu égard aux divergences profondes qui minent leurs relations et exacerbent donc la crise, dont la cause directe était, faut-il la rappeler, la reconnaissance, par Macron, de la « marocanité » du Sahara occidental, exprimée notamment fin juillet 2024. Paris a-t-elle mis de l'eau dans son vin ? L'entretien téléphonique Tebboune - Macron de lundi dernier peut être interprété comme un signe d'apaisement. Mais, c'est plus conjecturer que de le tenir pour acquis. A fortiori que des officiels français, visiblement toujours sous l'emprise des milieux racistes d'une France n'ayant jamais atteint un tel niveau d'extrémisme politique, continuent à aboyer et à alimenter l'escalade avec l'Algérie. Dans la foulée, Retailleau, par

exemple, poursuit son travail de sape et de parasitage alors qu'il est invité implicitement à se tenir à l'écart des relations avec l'Algérie. Pour ce qui est maintenant des dossiers qu'il conviendrait à discuter, « la reprise sans délai de la coopération sécuritaire entre les deux pays et du travail de la commission mixte des historiens », comme l'avait convenu les deux Présidents, doit être le fil rouge des discussions prévues à Alger. Car, si Paris a réellement la volonté de débattre avec Alger et d'en finir avec la crise, elle doit regarder outre Retailleau et consorts qui agitent les dossiers de visas, des sans-papiers, des OQTF, des influenceurs... Bref, tous les leviers de chantage activés jusque-là contre l'Algérie.

Farid Guellil

AFFAIRE DE CORRUPTION

## Khalida Toumi à nouveau devant la justice

Le Pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed à Alger a décidé de reporter le procès de l'ex-ministre de la Culture, Khalida Toumi, au 10 avril. L'ancienne ministre de la Culture est accusée dans une nouvelle affaire de corruption liée à des contrats suspects portant sur des activités culturelles. Khalida Toumi, qui est jugée en compagnie de plusieurs anciens responsables du ministère de la Culture, fait face à des accusations qui s'inscrivent dans le cadre de la loi 06/01, la loi sur la lutte contre la corruption et sa prévention. Cette loi vise à lutter contre les pratiques de corruption et de mauvaise gestion au sein des institutions publiques. L'affaire concerne des contrats douteux dans le secteur culturel, et les accusations portent principalement sur des malversations financières impliquant des fonds publics. L'audience judiciaire a été reportée en raison de l'absence de Mme Toumi, qui n'a pas pu se présenter devant le tribunal pour des raisons de santé. À rappeler que Mme Toumi n'est pas à sa première comparution devant la justice. En effet, elle avait déjà été condamnée à une peine de quatre ans de prison, dont deux ans et demi ferme, pour des faits de mauvaise gestion de sa fonction, d'octroi d'avantages injustifiés et de détournement de fonds publics. Ces accusations concernaient l'organisation d'événements culturels et la gestion des ressources financières affectées à ce secteur lorsqu'elle était en poste.

Sarah O.

ARRIVE HIER

## De Mistura dans les camps des réfugiés sahraouis

L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, Staffan de Mistura, a effectué, hier, une visite dans les camps des réfugiés sahraouis où il devra rencontrer les autorités sahraouies dans une tentative visant à relancer le processus de règlement politique de la question du Sahara Occidental. La visite de l'envoyé personnel onusien dans les camps des réfugiés sahraouis, intervient avant la séance du briefing à huis-clos qu'il aura à présenter devant le Conseil de sécurité international à la mi-avril, sur les derniers développements enregistrés dans ce territoire occupé. Parmi les intervenants attendus lors de cette séance, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Chef de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Alexander Ivanko. A cette occasion, le représentant du Front Polisario aux Nations unies et coordonnateur avec la Minurso, Mohamed Sidi Amar, a déclaré à l'APS que dans le cadre de cette visite de deux jours, l'envoyé onusien visitera certaines institutions de l'Etat sahraoui et aura des entretiens avec des responsables sahraouis, outre des rencontres avec les composantes de la société civile sahraouie.

R. N.

PRODUCTION DE PÉTROLE

## Arkab appelle à une coopération renforcée en Afrique

Le ministre d'Etat, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab a appelé, jeudi, à renforcer la coopération entre les pays africains producteurs de pétrole en vue d'une exploitation optimale des ressources énergétiques, indique un communiqué du ministère. Participant, par visioconférence, aux travaux de la 47e session extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (APPO), comptant pour rappel, 15 États membres, en présence de cadres du ministère, Arkab a mis l'accent sur « la nécessité de diversifier les sources de financement des projets énergétiques, dans le contexte des défis actuels inhérents à la tran-

sition énergétique et au manque des investissements dans le secteur pétrolier et gazier », précise la même source. « Le continent africain dispose de grandes potentialités aussi bien en termes de ressources naturelles que d'énergies humaines, constituant ainsi une base solide à même de booster le développement industriel et énergétique et de réaliser l'auto-suffisance énergétique », a affirmé Arkab. Parmi les principales questions débattues lors de cette session, figure la question de nomination d'un nouveau secrétaire général de l'APPO. Ainsi, il a été convenu de lancer l'opération de soumission des candidatures directement au terme de la session, les procédures d'entretiens et d'évaluations étant prévues dans les pro-

chains mois, conformément aux normes prédéfinies. En outre, les débats ont porté sur les derniers développements relatifs au lancement de la Banque africaine de l'énergie (BAE), créée par l'APPO et qui tend à renforcer l'investissement dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures dans le continent, à même de soutenir les projets de l'infrastructure énergétique et de stimuler la croissance économique dans les États membres.

### CONTINUER À RENFORCER LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le Conseil des ministres de l'APPO a réaffirmé son engagement à poursuivre les efforts pour renforcer la sécurité énergétique en Afrique à travers le soutien de la coopération régionale, la diversification des

sources de financement et l'exploitation optimale des ressources énergétiques, servant ainsi les intérêts des États membres et contribuant au développement durable des peuples du continent. Créée en 1987, l'APPO compte 15 États membres, à savoir l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Niger, le Nigeria, le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Égypte, la Guinée équatoriale, la Libye et l'Afrique du Sud, ainsi que deux pays observateurs (le Sénégal et le Ghana).

Cette organisation constitue un mécanisme de coopération, de coordination des efforts et d'échange de connaissances et d'expertises entre les pays africains producteurs de pétrole.

L'APPO a pour objectif de promouvoir les initiatives communes dans tous les domaines de l'industrie pétrolière, en amont comme en aval, afin de permettre aux États membres de tirer profit de l'exploitation du pétrole. Elle œuvre également à coordonner les politiques et stratégies commerciales des États membres à travers l'échange d'informations, dans le but d'améliorer la gestion des ressources non renouvelables et de garantir des revenus équitables issus des exportations pétrolières, tout en étudiant des mécanismes pour soutenir les pays africains importateurs de pétrole afin de répondre à leurs besoins énergétiques, conclut le communiqué.

R. E.



PASSÉ ENTRE LA SADC ET LE FRONT POLISARIO

# L'accord qui fait rager le Makhzen

*L'accord signé entre la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Front Polisario pour l'autodétermination du peuple sahraoui en lutte pour l'autodétermination est un coup porté aux velléités du Makhzen de vouloir à tout prix gagner des soutiens à son prétendu plan de règlement du conflit sahraoui dans le cadre de la supposée souveraineté marocaine, une ineptie contraire au droit international et aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union africaine.*



La presse marocaine qui continue de s'accrocher aux prétendus soutiens apportés par certaines puissances occidentales et qui ne traduisent pas la réalité politique des positions de ces pays, dont les dirigeants sont passés outre l'aval de leurs parlements respectifs, a vivement critiqué cet accord le qualifiant même de provocation flagrante contre l'intégrité territoriale du royaume. Or, ces scribouillards grassement rémunérés par le Makhzen savent très bien que le Maroc doit préparer l'autre jour pour recevoir une autre gifle plus cinglante à l'occasion de la réunion des Nations unies concernant le dossier du Sahara occidental prévue le 14 avril prochain à New-York.

La presse du Makhzen cite ce qu'elle désigne comme l'axe Alger-Pretoria, comme instigateur de cet accord. Or, aussi bien l'Algérie que l'Afrique du Sud n'ont fait que respecter la légalité et le droit

international qui reconnaissent que le seul cadre de règlement du conflit du Sahara occidental est le plan prévoyant un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU, un plan reconnu par le Maroc avant qu'il ne fasse volteface.

Le site Maroc diplomatique a tenté, il y a deux jours, à coups d'hyperboles et de déhanchement de remettre en cause l'accord en affirmant que les responsables de la SADC qui l'ont paraphé ont été influencés par Pretoria. « La présence même du Secrétaire exécutif de la SADC, Elias Magosi, signataire de cet accord controversé, est particulièrement préoccupante et décevante, d'autant que la SADC, sous influence évidente de l'Afrique du Sud, se prête à une instrumentalisation politique grossière. Cette signature ne fait que révéler le double jeu des acteurs régionaux qui prétendent défendre les idéaux anticoloniaux tout en s'engageant paradoxalement dans une entreprise coloniale de division territoriale au détriment du Maroc », rien que ça si on suit le raisonnement de ce site véritable

création du Makhzen.

Le rédacteur de cet article qui tente de défendre l'indéfendable s'emmêle les pinces quand il affirme que l'Assemblée générale de l'Onu discutera le 14 avril prochain une rencontre qu'il qualifie d'importante. Or, il sait très bien que cette réunion va discuter des voies et moyens à mettre en œuvre pour relancer le plan de paix onusien et non pour avaliser une souveraineté du Maroc, illégale et illégitime sur les territoires du Sahara occidental. Cette réunion va débattre des moyens à exploiter pour relancer le plan prévoyant un référendum d'autodétermination tel que reconnu par les résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu et son assemblée générale.

La désinformation orchestrée par ce site atteint son paroxysme quand il affirme que, « l'affirmation du Secrétaire exécutif selon laquelle le Polisario représente « le seul territoire africain sous domination » relève non seulement de la désinformation mais également d'une ignorance volontaire et coupable du

contexte historique et juridique. « Le Sahara marocain fait partie intégrante du Maroc historiquement, culturellement et juridiquement, et les multiples pays reconnaissant la souveraineté marocaine en témoignent de manière incontestable », une affabulation de plus.

Allez, pour faire encore plus mal à ce site on lui rappellera que même le tribunal arbitral du sport a reconnu que le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc puisqu'il a ordonné au club marocain, la RS Berkane, de retirer de son maillot une carte représentant le Maroc englobant les territoires sahraouis occupés.

Cet accord est une victoire de plus pour la RASD et le Front Polisario et c'est ce qui fait rager le Maroc, et son Makhzen qui savent très bien que la réunion de l'Onu, prévue le 14 avril prochain ne fera que rappeler que le seul cadre légal de règlement du conflit du Sahara occidental reste le plan onusien qui prévoit un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui.

*Slimane B.*

## EN PRÉVISION D'UNE RÉUNION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LE SAHARA OCCIDENTAL MI-AVRIL COURANT De Mistura en Mauritanie, pays observateur

Le président mauritanien, Mohamed Ould Cheïkh El-Ghazouani, a reçu à Nouakchott, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Staffan De Mistura, a indiqué un communiqué de la présidence mauritanienne. La visite du responsable onusien en Mauritanie, pays observateur et voisin au Sahara occidental sous occupation marocaine, a été marquée par l'entretien qu'a eu De Mistura avec le président mauritanien, déroulé en présence du ministre chargé du cabinet du président, Nani Ould Chrougha, et des conseillers à la présidence, Sidi Mohamed Ould Ghaber et Mahfoudh Ould Brahim, souligne la même source. Staffan de Mistura effectue une tournée dans la région pour préparer son rapport, qui doit être soumis au Conseil de sécurité avant la tenue, à la mi-avril, d'une session pour discuter du Sahara occidental occupé par le Maroc depuis 1975, dernière question de décolonisation, en Afrique, inscrite sur l'agenda onusien et de l'institution continentale, l'Union africaine. Le Conseil de sécurité des Nations unies tiendra le 14 avril prochain, une réunion à huis clos, sur les derniers développements dans ce territoire non autonome, soumis à un processus de décolonisation, selon les textes et les principes de la Charte onusienne. Outre De Mistura, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental et chef de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Alexander Ivanko fera également partie des intervenants attendus lors de cette réunion. Pour rappel, le 31 octobre 2024, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2756, prorogeant le mandat de la MINURSO pour une année supplémentaire. La question fondamentale pour le Conseil onusien est de parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. La situation des droits humains au Sahara occidental demeure notamment un sujet de préoccupation pour les membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

*A. N.*

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LA SENSIBILISATION AU PROBLÈME DES MINES

# Le Sahara occidental pollué par l'occupation marocaine

Alors que le monde a célébré hier la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, le Sahara occidental demeure l'une des régions les plus polluées par les mines et autres munitions, résultat direct de la multiplication effarante du nombre de crimes commis par l'occupation marocaine contre le peuple sahraoui qui lutte pour son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Au moment où le monde s'engage avec détermination dans la lutte contre la prolifération des mines, l'occupant marocain redouble d'efforts, tout comme l'occupant sioniste dans la bande de Ghaza, à miner les zones occupées au Sahara occidental, avec pour objectif de faire le plus grand nombre de victimes possible, défiant de manière flagrante toutes les conventions internationales ayant trait à cette ques-

tion. Des conventions auxquelles il a sciemment refusé d'adhérer afin de poursuivre ses méfaits. Le membre du Bureau sahraoui de coordination de l'action contre les mines (SMACO), Ghaith al-Nah a dénoncé le fait que l'occupant marocain continue à polluer les territoires sahraouis avec des mines antipersonnel qui tuent un grand nombre de personnes et qui ont également un impact aussi bien sur l'environnement que sur la faune locale, en plus d'entraver la liberté de déplacement. Ghaith al-Nah a rappelé qu'après la signature de l'accord de cessez-le-feu de 1991 (entre le Maroc et le Front Polisario), l'État sahraoui a tenté de nettoyer les zones polluées par les mines, mais a constaté que « le degré de pollution était trop élevé », aggravé par le fait que l'occupant ait placé de nouvelles mines depuis la reprise de la guerre en 2020. Le responsable a précisé, en outre,

que le SMACO célèbre cette journée internationale dédiée à la lutte contre les mines, tout en poursuivant ses efforts visant à protéger les civils de ce danger à travers des campagnes de sensibilisation. Ce bureau entend, à travers un ensemble d'activités, mettre la lumière sur l'impact humain des mines tout en mettant en évidence l'importance du renforcement des efforts visant à éradiquer ces explosifs.

### APPEL À UNE CAMPAGNE HUMANITAIRE CONTRE LES MINES

Des campagnes de sensibilisation étaient prévues hier, selon le responsable. Il était également question d'accorder des diplômes honorifiques à des personnes concernées par ce fléau et qui auront l'opportunité de parler de leurs souffrances mais aussi de leurs réalisations dans différents domaines liés à la

question des mines. À cette occasion, Ghaith al-Nah a réitéré son appel insistant à l'adresse de la communauté internationale, l'invitant à multiplier les efforts et à renforcer la coopération en vue de lancer une campagne humanitaire contre les mines au Sahara occidental. Il a également appelé à assurer aide et assistance aux victimes et à œuvrer afin de faire des territoires sahraouis, des territoires nettoyés de ce fléau mortel. Il a affirmé, dans ce contexte, que le danger que représentent les mines, nécessitait une action internationale ayant pour but de pousser l'occupant à se conformer aux accords internationaux ayant trait à cette question, en plus de lancer une campagne pour aider les Sahraouis à vaincre ce fléau, d'autant que des estimations font état de l'existence de 10 millions de mines.

*Ania N.*



BENDJAMA EN CONSEIL DE SÉCURITÉ

# Aucune force ne peut déraciner le peuple palestinien de sa terre

À la demande de l'Algérie, présentée mercredi, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies, sur la situation en Palestine, s'est tenue jeudi au siège des Nations unies.



L'initiative fait suite à la dangereuse escalade de la situation dans les territoires palestiniens occupés, notamment à Gaza qui subit, depuis plus d'un mois, un blocus accompagné d'assassinats indiscriminés qui n'ont pas épargné le personnel humanitaire. Elle intervient également après l'annonce de la découverte à Gaza des corps de 15 ambulanciers et travailleurs humanitaires relevant du Croissant-Rouge palestinien, de la Défense civile palestinienne et des Nations unies, et suite au déferlement de violence sans précédent des colons sionistes en Cisjordanie occupée. Depuis plus d'un mois, l'entité sioniste impose un blocus strict à Gaza, empêchant l'entrée de biens essentiels, dont la nourriture, les médicaments et le carburant, entraînant des pénuries alimentaires et médicales. Hier, le ministère palestinien de la Santé a annoncé dans son rapport statistique quotidien : 86

martyrs et 287 blessés au cours des dernières 24 heures, avec « un certain nombre de victimes sous les décombres et sur les routes », de sorte que « les équipes d'ambulance et de protection civile n'ont pas pu les atteindre ». Dans ce contexte, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a expliqué, lors de cette réunion que « l'Algérie a demandé une session d'urgence du Conseil de sécurité sur la situation en Palestine, car elle croit fermement que ce Conseil doit s'exprimer clairement ». Il a rappelé que « ce qui se passe à Gaza est une punition collective et un crime de guerre, et aucune force ne sera en mesure de déraciner le peuple palestinien de sa terre ». L'ambassadeur a souligné la nécessité pour le Conseil d'assumer ses respon-

sabilités et d'assurer la mise en œuvre de ses décisions. Il a averti qu'en refusant cette approche, le Conseil va vers la perte de toute légitimité restante. Le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies a souligné que la population de Gaza est confrontée à des difficultés inimaginables. « La puissance occupante est responsable d'avoir transformé Gaza en le conflit le plus meurtrier pour les fournisseurs d'aide humanitaire, avec plus de 400 morts, et le conflit le plus meurtrier pour les journalistes, avec 209 morts », a-t-il conclu. Mercredi, l'Algérie a appelé à l'ouverture d'une enquête indépendante sur les crimes commis par l'entité sioniste à Gaza contre les travailleurs humanitaires, tout en plaidant pour la mise en place d'un mécanisme forçant

les auteurs de ces crimes à rendre des comptes. Amar Bendjama, qui intervenait à une réunion au Conseil de sécurité consacrée à la protection des civils et des travailleurs humanitaires durant les conflits armés, a insisté sur « la nécessité de mener des investigations indépendantes et la reddition de comptes », notant que les personnels humanitaires relevant de l'ONU étaient systématiquement ciblés par l'occupation sioniste à Gaza. En appui sur les États-Unis et leurs alliés occidentaux, et profitant de l'inaction des pays arabes et des pays musulmans, à part quelques rares exceptions, l'entité sioniste se sent impunie pour les crimes et le génocide qu'elle commet, dans le plus pur style colonial, contre la population palestinienne, croyant que c'est ce qui lui garantira la survie. L'opinion publique internationale et la plupart des pays membres de l'ONU, se référant au droit international, ne cessent de protester et de condamner, mais sans aucun effet sur les dirigeants sionistes qui poursuivent leurs crimes à Gaza et en Cisjordanie ainsi que leurs attaques contre les pays de la région, au mépris de toutes les conventions internationales. Le soutien inconditionnel apporté à l'entité sioniste par les États-Unis et les pays occidentaux pour mettre en œuvre la solution de colonie de peuplement en Palestine, se heurte heureusement à la résistance palestinienne qui bénéficie de l'aide des pays et des peuples attachés à la cause de la liberté.

M'hamed Rebah

## L'ALGÉRIE À LA 150E ASSEMBLÉE DE L'UIP EN OUBÉKISTAN La cause palestinienne à l'ordre du jour

Une délégation parlementaire conjointe des deux chambres du Parlement, présidée par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, prendra part aux travaux de la 150e assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) et des réunions connexes, prévues du 5 au 9 avril courant à Tachkent (Ouzbékistan), indique un communiqué du Conseil de la nation. Lors de cette réunion à laquelle participera la délégation du Conseil de la nation, chargée par le président du Conseil, Salah Goudjil, plusieurs thèmes inscrits à l'ordre du jour des comités et organes de l'UIP seront débattus au titre du thème du débat général intitulé : « L'action parlementaire en faveur du développement social et de la justice sociale ». À cette occasion, l'Assemblée adoptera « des résolutions sur le point d'urgence qui sera choisi par ses membres, concernant une situation internationale importante exigeant une mesure urgente par la communauté internationale », ajoute le communiqué. Il s'agit également, concernant la cause palestinienne, « des résolutions sur le rôle des parlements dans la promotion de la solution à deux États », ainsi que sur « la stratégie parlementaire visant à atténuer les effets à long terme des conflits, y compris des conflits armés, sur le développement durable ». Dans ce cadre, la délégation algérienne participera aux réunions de coordination des deux groupes géopolitiques arabe et africain, ainsi qu'à la réunion du groupe des États musulmans. La délégation du Conseil de la nation sera représentée par Ahmed Kharchi, vice-président de l'UIP, Abderrahmane Guenchouba, président du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND) et membre de l'UIP, et Kamel Khelifati, sénateur et membre de l'UIP, selon la même source.

Sarah O.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

## La résolution algérienne sur les conséquences des mines antipersonnel adoptées

Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a adopté, hier, par consensus, le projet de résolution présenté par l'Algérie, intitulé "L'impact des mines antipersonnel sur la jouissance de tous les droits de l'Homme". Cette adoption intervient à l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux mines et de l'assistance à la lutte antimines. Cette décision marque un progrès majeur dans la reconnaissance des lourdes conséquences humanitaires, sociales et économiques des mines antipersonnel et témoigne de l'engagement renouvelé de la communauté internationale envers les victimes et les pays touchés. Portée par l'Algérie dans le cadre de son mandat au sein du Conseil des droits de l'Homme (2022-2025), cette résolution a été élaborée avec l'aide d'un groupe transrégional, composé de l'Afrique du Sud, de la Croatie, du Mozambique, du Pérou, du Royaume-Uni et de Vanuatu. Dans son intervention, l'Ambassadeur Rachid Bladehane, Représentant permanent de l'Algérie, a salué l'approche constructive, inclusive et transparente qui a guidé les consultations autour de ce projet. Le texte adopté met en lumière l'impact dévastateur des mines antipersonnel sur des droits fondamentaux tels que le droit à la vie, la sécurité, la liberté de circulation, l'accès à l'éducation et au développement. Il appelle à un renforcement des efforts de déminage, à une aide

accrue aux victimes et à un engagement renforcé des États pour l'interdiction totale de ces mines. L'Algérie réaffirme ainsi son soutien à des instruments internationaux clés, tels que la Convention d'Ottawa, et insiste sur la nécessité d'une coopération internationale plus étroite pour parvenir à un monde sans mines. Cette résolution, saluée par la communauté internationale, souligne la nécessité de sensibiliser davantage sur les ravages causés par les mines antipersonnel, qui continuent de priver de nombreuses personnes de leurs droits fondamentaux. Elle adresse un message fort : la lutte contre les mines antipersonnel est un impératif humanitaire et une priorité pour la protection des droits de l'Homme. La résolution invite tous les États à renforcer leur engagement à respecter leurs obligations en vertu du droit international, des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

Elle encourage aussi les États parties aux conventions internationales, notamment la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, à honorer pleinement leurs engagements. Un appel est également lancé pour des efforts coordonnés afin de mieux répondre aux besoins des survivants des explosions de mines, en particulier les enfants et leurs communautés. Elle incite les États, les organisations internationales, la société civile et les autres parties prenantes à par-

tager leurs connaissances et ressources en matière de déminage et d'assistance aux victimes. La résolution insiste également sur l'importance de l'éducation et de la sensibilisation aux dangers des mines, notamment dans les zones les plus touchées, en intégrant cette éducation dans des programmes plus larges de sensibilisation. Enfin, la résolution demande au Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme de préparer un rapport complet sur l'impact des mines antipersonnel, en concertation avec les États, les organisations internationales, la société civile et d'autres parties concernées, afin d'assurer une analyse globale et inclusive de cette problématique.

### L'ALGÉRIE PRÉSENTE À GENÈVE LE PROJET

À l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies à Genève, l'Ambassadeur Rachid Bladehane, a présenté ce vendredi un projet de résolution sur les mines antipersonnel devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Ce projet, intitulé "Impact des mines antipersonnel sur la pleine jouissance de tous les droits de l'Homme", a été porté par l'Algérie et ses partenaires du core group, comprenant l'Afrique du Sud, la Croatie, le Mozambique, le Pérou,

le Royaume-Uni, et Vanuatu. Dans son intervention, M. Bladehane a souligné que la lutte contre les mines antipersonnel est avant tout un combat pour les droits de l'Homme.

« Ce combat ne peut être mené efficacement que dans un cadre de coopération internationale, avec un engagement politique fort et des actions concrètes », a-t-il affirmé, appelant les membres du Conseil à se joindre au consensus pour soutenir cette initiative. Le Représentant algérien a également mis en avant l'approche constructive et inclusive adoptée pour l'élaboration du projet de résolution, qui a impliqué des consultations ouvertes et engageantes avec toutes les délégations. "Nous avons fait en sorte que cette résolution bénéficie d'un large soutien en garantissant une démarche transparente, visant à rassembler le Conseil autour de cette question essentielle, au-delà des considérations politiques", a-t-il ajouté. Le texte présenté par l'Algérie met en lumière les multiples violations des droits fondamentaux causées par les mines antipersonnel, notamment le droit à la vie, à la sécurité, à la liberté de circulation, à l'éducation, et au développement. M. Bladehane a précisé que ces armes, qui frappent principalement les civils, en particulier les enfants, engendrent une atmosphère de peur permanente dans les zones affectées.

M. Seghilani



LA BARBARIE SIONISTE DANS TOUTE SA LAIDEUR

# Ghaza, la solution finale

Au moins 112 Palestiniens ont été tués dans des frappes israéliennes sur la bande de Ghaza depuis l'aube de la journée d'hier, dont 71 à l'intérieur de la ville palestinienne martyre.

L'armée israélienne a mené des frappes contre une école abritant des déplacés dans le quartier de Tuffah, à l'est de la ville de Ghaza, faisant plus de 30 martyrs, dont la majorité sont des femmes, des enfants et des personnes âgées, en plus de dizaines de blessés. Les avions de combat israéliens ont intensifié leurs frappes sur la ville de Ghaza, ciblant plusieurs écoles. Les forces d'occupation israéliennes ont, jusqu'à ce jour, attaqué 229 centres de réfugiés et de protection, violant gravement tous les traités internationaux, selon le bureau de presse gouvernemental à Ghaza. Le soir, l'armée israélienne a publié un nouvel avertissement d'évacuation pour tous les habitants des quartiers de Ghaza-ville, à savoir la vieille ville de Ghaza, Al-Sabra, Tel Al-Hawa, et Al-Zaytoun à l'ouest de Ghaza. Les forces israéliennes ont également mené des frappes successives sur la zone de Miraj, au nord de Rafah, dans le sud de Ghaza. À Khan Younès, après avoir ciblé des tentes de déplacés dans le camp de Al-Mawasi, un correspondant a rapporté que l'aviation israélienne a détruit la mosquée Fahmi Sharab dans la région de Kizan Al-Najjar, au sud de Khan Younès, dans le sud de Ghaza. Au moins 19 Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés tôt ce vendredi matin dans une frappe aérienne israélienne contre une maison dans la banlieue est de Khan Younès, dans le sud de Ghaza. Des sources médicales ont également rapporté qu'hier, les frappes aériennes israéliennes sur plusieurs sites à travers Ghaza ont



tué au moins 112 Palestiniens. Les forces israéliennes ont commis plusieurs massacres contre des familles dans la bande de Ghaza au cours des dernières 24 heures, faisant au moins 86 martyrs et 89 blessés, selon des sources médicales. Le nombre de victimes palestiniennes de l'attaque israélienne depuis le 7 octobre 2023 s'élève à 50 609 morts et 115 063 blessés. La majorité des victimes sont des femmes et des enfants. Les sources ont confirmé que les équipes de secours n'arrivent toujours pas à atteindre de nombreuses victimes et corps coincés sous les décombres ou éparpillés sur les routes à travers la bande de Ghaza, alors que les forces israéliennes continuent d'empêcher la circulation des ambulances et des équipes de défense civile. Vendredi matin, l'armée israélienne a élargi son offensive terrestre dans le nord de Ghaza, avançant dans le quartier de Shujayya, à l'est de la ville de Ghaza, tandis que l'agression génocidaire contre la région se poursuit pour le 18e mois consécutif. Des sources locales ont rapporté que les forces israéliennes ont commencé à pénétrer dans le quartier densément peuplé de Shujayya à Ghaza, tout en menant de lourdes frappes aériennes et des bombardements

sur des zones civiles, forçant les résidents à fuir. Depuis le début de la guerre en octobre 2023, l'armée israélienne a systématiquement forcé les habitants à quitter leurs foyers dans les zones attaquées. Elle y parvient en émettant des ordres d'évacuation, suivis de bombardements massifs autour des zones ciblées pour forcer les habitants à partir, plongeant ces derniers dans des conditions d'incertitude et d'insécurité. Jeudi, l'armée israélienne a ordonné aux habitants de plusieurs quartiers de l'est de la ville de Ghaza, dont Shujayya, Al-Turkman et Zeïtoun Est, de quitter leurs maisons avant de nouvelles attaques. Les habitants ont été sommés d'abandonner leurs propriétés avant qu'elles ne soient frappées. Les frappes israéliennes incessantes n'ont laissé aucun espace sûr pour la population de Ghaza. La dernière attaque, menée jeudi, a ciblé l'école Dar Al-Arqam, à l'est de la ville de Ghaza, qui abritait des familles déplacées. Le bombardement a tué 31 personnes et blessé une centaine d'autres, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées. Depuis le début de la semaine, les forces israéliennes ont intensifié leurs attaques dans le sud de Ghaza, notamment dans la ville de Rafah, qui a subi d'importantes

incursions militaires.

La situation humanitaire continue de se dégrader, avec la fermeture des postes-frontières de Ghaza par les autorités israéliennes depuis le 2 mars 2025, empêchant l'entrée de l'aide humanitaire indispensable. En outre, toutes les boulangeries dépendant du Programme alimentaire mondial (PAM) ont cessé leurs activités en raison du blocus israélien. De son côté, la résistance palestinienne a dénoncé le massacre "atroce" commis par l'armée israélienne dans le bombardement de l'école Dar al-Arqam, à l'est de Ghaza, qui abritait des milliers de déplacés. Ce bombardement a fait des dizaines de martyrs et plus de 100 blessés. La résistance palestinienne a estimé qu'il s'agissait d'un "crime barbare", visant des civils innocents dans le cadre des opérations d'extermination en cours à Ghaza. La résistance palestinienne a appelé "tous les acteurs internationaux, ainsi que les pays arabes et islamiques, à sortir du silence" et a appelé à faire de ce vendredi un "jour de colère et de mobilisation mondiale" en solidarité avec les habitants de Ghaza et pour rejeter les massacres israéliens soutenus par les États-Unis.

M. Seghilani

## CISJORDANIE Tulkarem et Nour Shams toujours sous l'oppression de l'occupation

Les forces d'occupation israéliennes poursuivent leur agression violente contre la ville de Tulkarem et son camp, ainsi que contre le camp de Nour Shams, depuis 68 jours consécutifs pour Tulkarem et 55 jours pour Nour Shams. Ces attaques s'inscrivent dans un contexte de forte escalade militaire et de renforts massifs, exacerbant davantage la situation humanitaire dans ces zones. Ce vendredi matin, de nouvelles unités d'infanterie israéliennes ont été envoyées dans la ville et ses environs, notamment dans la rue Naplouse, qui mène au camp de Nour Shams, à l'est de Tulkarem. Des tirs nourris ont été entendus à l'intérieur du camp, accentuant les tensions et la violence. Les soldats israéliens ont également entravé la circulation dans plusieurs zones, notamment à l'entrée du quartier Iktaba, en installant des checkpoints volants et en fouillant les véhicules. Plusieurs jeunes hommes ont été arrêtés et brutalisés, tandis qu'une somme d'argent a été confisquée. L'armée israélienne a également intensifié ses incursions avec des bulldozers, fermant plusieurs sections de la rue Naplouse avec des barrages de terre, notamment autour du camp de Tulkarem. Des maisons ont été réquisitionnées pour être transformées en bases militaires, avec des véhicules blindés déployés dans les rues. Le siège étouffant du camp de Nour Shams continue, accompagné de destructions massives, d'incendies de maisons et d'infrastructures, et de l'expulsion forcée des habitants. Les répercussions de cette agression sont dramatiques. Le bilan humain fait état de 13 martyrs, dont un enfant et deux femmes, dont une enceinte de huit mois, ainsi que de nombreux blessés et des centaines d'arrestations. Plus de 4 000 familles ont été contraintes de fuir leurs maisons, lesquelles ont été transformées en postes militaires ou détruites. Cette violence a également causé d'importants dégâts matériels, avec la destruction totale de 396 maisons et des dégâts partiels dans 2 573 autres. Parallèlement à ces attaques, les arrestations de Palestiniens se sont intensifiées en Cisjordanie.

### PLUS DE 100 ARRESTATIONS EN UNE SEMAINE

Selon le Club des Prisonniers Palestiniens, plus de 100 Palestiniens, dont des enfants et des femmes, ont été arrêtés au cours de la dernière semaine, principalement à Masafer Yatta, dans les camps d'Al-Fawwar et de Dheishheh, ainsi que dans les gouvernorats de Jénine et de Tulkarem. Ces arrestations sont accompagnées de violences physiques, d'exécutions extrajudiciaires et de destructions massives de maisons, transformant les habitations en bases militaires israéliennes. En plus de cela, la répression israélienne a causé la mort d'un adolescent palestinien près de la ville de Husan, à l'ouest de Bethléem, et de violences répétées dans le village de Qira, où des colons israéliens ont attaqué un citoyen palestinien, incendié son véhicule et tagué des slogans racistes. Le climat d'occupation violente et d'impunité pour les attaques israéliennes continue de s'intensifier, et la communauté internationale reste largement silencieuse face à ces atrocités. La situation à Tulkarem, Nour Shams, et dans toute la Cisjordanie occupée reste de plus en plus désastreuse, alors que les habitants sont pris en otage par les forces d'occupation et l'escalade militaire continue.

M. S.

60 % DES ISRAÉLIENS REDOUTENT UNE GUERRE CIVILE

## Israël au bord du précipice

Un sondage réalisé par un institut israélien met en évidence les craintes persistantes des Israéliens quant à la possibilité d'une guerre civile. Selon les résultats, 60 % des sondés estiment qu'il existe un risque réel de conflit interne.

Le directeur général de l'Institut de la politique du peuple juif, Shuki Friedman, a commenté ces chiffres en déclarant : "Nous approchons de la fête de Pessah, marquée par la tradition et l'unité, mais les données montrent que les Israéliens redoutent une dégradation menant à un affrontement interne plus grave." Les résultats du sondage font écho aux déclarations de l'ancien président de la Cour suprême, le juge Aharon Barak, qui a mis en garde contre un "risque de guerre civile en Israël" lors d'entretiens télévisés. 27 % des sondés estiment qu'il a raison, tandis que 33 % considèrent qu'il a "légèrement exagéré, mais que le danger est réel". En revanche, 21 % pensent qu'il a "grandement exagéré et que ce risque n'est pas imminent", alors que 16 % considèrent qu'il "n'existe aucun danger de guerre civile". Le sondage s'est également penché sur la question de la légitimité de la révocation

du chef du Shin Bet et de l'attitude du gouvernement face à d'éventuelles décisions de la Cour suprême sur le sujet. 51 % des personnes interrogées estiment que "le gouvernement ne devrait pas être contraint d'annuler cette décision". En parallèle, un rapport de l'association Leket Israel alerte sur l'insécurité alimentaire qui touche 1,5 million d'Israéliens. Selon le document, 2,6 millions de tonnes de nourriture ont été gaspillées en 2023, pour une valeur estimée à 24,3 milliards de shekels (environ 7 milliards de dollars). Le rapport souligne que ce gaspillage alimentaire a augmenté de 3 % par rapport à l'année précédente, reflétant une crise profonde du secteur agroalimentaire.

### DES DÉFAILLANCES MAJEURES AU SEIN DE L'ARMÉE ET DU GOUVERNEMENT

Une enquête révélée par le site israélien "Walla" confirme que l'armée de l'occupant sioniste n'était pas prête pour l'attaque du 7 octobre 2023, menée par la résistance palestinienne dans le cadre de l'opération "Le déluge de la liberté". Selon les conclusions, cet échec ne se limite pas à des défaillances techniques, mais constitue un fiasco poli-

tique majeur. L'enquête souligne que la résistance palestinienne a délibérément ciblé des postes d'observation de l'armée pour forcer les troupes à se réfugier dans des abris, facilitant ainsi leur progression. Le général israélien Dan Goldfus a admis jeudi que l'armée "n'avait pas compris l'ampleur de l'attaque préparée par la résistance palestinienne" et a reconnu l'échec des forces d'occupation à protéger les colonies situées autour de Ghaza. Le général Goldfus a déclaré : "Nous, l'armée israélienne, avons échoué à assurer une défense adéquate aux Israéliens ce jour-là." De son côté, le brigadier-général de réserve Ido Mizrahi, chargé de l'enquête, a ajouté en s'adressant aux familles des victimes : "Il est impossible de fuir la réalité... C'est un échec majeur et systémique." Par ailleurs, les médias israéliens rapportent un conflit entre la "police" israélienne et l'armée de l'occupant sioniste sur la responsabilité des événements du festival Nova, où de nombreuses victimes ont été enregistrées. La police affirme avoir été en première ligne alors que l'armée était absente du terrain au moment de l'attaque.

M. S.



ÉTUDIANTS SOLIDAIRES DE GHAZA AUX USA

# HRW appelle à la fin des expulsions arbitraires

*Human Rights Watch (HRW) a appelé le gouvernement américain à mettre un terme aux arrestations et expulsions arbitraires d'étudiants et d'universitaires internationaux soutenant la cause palestinienne.*



**L**ONG a exprimé ses préoccupations concernant les répercussions de la répression croissante contre l'activisme pro-palestinien sur les campus universitaires américains, soulignant que les autorités américaines utilisent ces mesures comme un moyen de punir ceux qui expriment leur soutien à la Palestine. Dans un communiqué publié jeudi, HRW a dénoncé la répression, précisant que les étudiants étrangers sont souvent ciblés en raison de leurs opinions politiques et de leur activisme. Cette vague d'arrestations et d'expulsions s'inscrit dans un contexte de répression plus large visant les universitaires non-citoyens. L'administration américaine a également révélé avoir révoqué des centaines de visas étudiants, accentuant ainsi le climat de peur et d'intimidation qui pèse sur les étudiants et universitaires engagés dans des activités pro-palestiniennes.

John Raphling, directeur adjoint du programme États-Unis à HRW, a souligné que ces arrestations créent un environnement hostile dans les universités du pays, où les étudiants craignent désormais de s'exprimer librement. Depuis le début de la guerre contre Gaza en octobre 2023, qui a coûté la vie à plus de 50 000 Palestiniens, les manifestations de soutien à la Palestine se sont multipliées sur les campus américains, provoquant une intensification de la répression. Cette situation s'est aggravée avec la promulgation, par l'administration de Donald Trump, d'un décret exécutif visant à lutter contre l'antisémitisme, qui permet désormais de poursuivre et d'expulser les étudiants impliqués dans des manifestations

pro-palestiniennes. Des sources universitaires ont rapporté que cette politique de répression se distingue par des méthodes de plus en plus opaques. Plusieurs universités, telles que l'Université du Minnesota, ont révélé que des visas d'étudiants ont été annulés pour des raisons floues. Edward Inch, président de l'Université d'État du Minnesota, a indiqué que les autorités fédérales ont employé de nouvelles tactiques, telles que la suppression discrète des dossiers des étudiants étrangers, sans passer par les universités comme cela se faisait auparavant. De plus, le cas de Mahmoud Khalil, un activiste palestinien arrêté en mars 2025, a attiré l'attention sur l'utilisation de ces mesures répressives pour étouffer toute forme de solidarité envers la Palestine. Khalil, qui avait mené des manifestations de soutien à Gaza à l'Université de Columbia, a été arrêté après la signature par Trump d'un décret renforçant les mesures contre l'antisémitisme. Des incidents similaires ont également touché d'autres étudiants, dont la docteurante turque Rimesa Öztürk, interpellée à l'Université de Tufts. La répression s'est également étendue à l'université de Pennsylvanie, où les protestations en faveur des droits palestiniens ont attiré l'attention d'organisations comme "Canary Mission", qui publie des listes de militants pro-palestiniens, les assimilant à des antisémites. Selon des documents, cette organisation a reçu des fonds d'une famille influente au sein du conseil d'administration de l'université, ce qui soulève

des interrogations sur l'impact de ces financements sur la liberté académique et la protection des droits des étudiants. Cette campagne de répression touche non seulement les étudiants, mais aussi les membres du corps enseignant et les chercheurs, dont certains ont été désignés comme antisémites simplement pour avoir soutenu des causes palestiniennes.

## LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN « DOIT METTRE FIN À SES ARRESTATIONS "ARBITRAIRES" »

La pression s'intensifie sur les étudiants et universitaires pro-palestiniens aux États-Unis, alors que les institutions académiques cèdent aux pressions politiques et financières du gouvernement américain. Dernier exemple en date, le renvoi d'une chercheuse iranienne de la prestigieuse Université Yale, un acte que beaucoup considèrent comme une tentative manifeste de faire taire la dissidence. L'Université Yale a décidé de se séparer de Heleh Dottagi, chercheuse iranienne et critique affichée de la politique israélienne, en raison de son prétendu manque de coopération dans une enquête universitaire. Cette enquête portait sur des allégations de liens entre elle et une organisation qualifiée de "fausse organisation caritative" par Washington, qui serait associée au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), classé comme organisation terroriste par les États-Unis et le Canada. Dottagi, qui occupait le poste de chercheuse associée et de direc-

trice adjointe d'un projet de droit et d'économie politique, réfute toute accusation de non-coopération. Selon elle, son renvoi est directement lié à ses critiques ouvertes contre l'agression israélienne à Gaza, dans un contexte où les universités américaines subissent des pressions accrues de l'administration du président Donald Trump pour réprimer toute forme d'opposition à la politique israélienne. L'affaire repose en partie sur une publication datant de 2022, identifiant supposément Dottagi comme membre du réseau "Samidoun", une organisation de solidarité avec les prisonniers palestiniens. Cependant, cette classification n'a été effective qu'à partir d'octobre 2023, et la chercheuse dément toute affiliation avec cette structure. "L'université n'a présenté aucune preuve tangible de mon implication", affirme-t-elle. Yale justifie pourtant son licenciement en déclarant que Dottagi a refusé de se présenter en personne pour répondre aux interrogations de l'enquête. Pour ses défenseurs, cette affaire illustre un climat de plus en plus répressif à l'égard des voix critiques de la politique américaine et israélienne. Le cas de Heleh Dottagi s'inscrit dans une tendance plus large de restriction de la liberté d'expression au sein des universités américaines. De nombreux étudiants et chercheurs pro-palestiniens font face à des sanctions académiques et professionnelles, souvent sur la base d'accusations floues ou non prouvées. Cette répression survient alors que les manifestations étudiantes en faveur de la Palestine se multiplient à travers le pays, entraînant des arrestations et des menaces de suspension pour les participants. Les organisations de défense des droits humains tirent la sonnette d'alarme sur ces "arrestations arbitraires", qualifiant ces mesures de violations graves de la liberté d'expression et des droits académiques. Face à cette situation, des appels se multiplient pour que le gouvernement américain cesse d'exercer des pressions sur les universités et mette un terme à la criminalisation des voix critiques de la politique israélienne. **M. Seghilani**

## SANÀA AU YÉMEN 92 martyrs et 165 blessés suite aux frappes américaines depuis mi-mars

**L**e porte-parole du ministère de la Santé yéménite, Anis Al-Asbahi, a annoncé ce jeudi que 92 civils ont été tués et 165 autres blessés lors des frappes aériennes américaines sur le Yémen depuis le 15 mars dernier. Cette annonce fait état des dernières victimes de l'agression militaire qui frappe le pays en pleine détresse humanitaire. Al-Asbahi a également rapporté qu'au cours des dernières 24 heures, cinq autres civils ont perdu la vie et cinq autres ont été blessés, en plus d'une personne disparue à la suite des frappes sur plusieurs régions yéménites. Il a souligné que malgré la violence de l'attaque, les Yéménites sont pleinement conscients des défis auxquels ils sont confrontés et restent déterminés à y faire face. Depuis le début de l'opération d'appui yéménite à Gaza, l'agression tripartite menée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël a causé la mort et les blessures de 964 civils, dont 250 martyrs, selon Al-Asbahi. Il est important de noter que ces chiffres ont été rapportés jusqu'au 1er avril en cours. Les frappes américaines se poursuivent sur plusieurs provinces et villes du Yémen, exacerbant la crise humanitaire déjà grave dans le pays. Ces violences viennent ajouter à la souffrance de la population, qui se trouve prise en étau entre les attaques militaires incessantes et un blocus international qui entrave l'acheminement de l'aide humanitaire. La communauté internationale, pour sa part, reste silencieuse face à l'agression en cours, ce qui suscite de plus en plus d'indignation parmi les habitants du Yémen et les observateurs du monde entier. Les appels à la solidarité et à l'arrêt immédiat des frappes se multiplient, alors que le pays sombre davantage dans le chaos.

M. S.

CONTRE LES AGRESSIONS ISRAËLIENNES

# Le Premier ministre libanais appelle à une pression internationale

**L**e Premier ministre libanais, Nawaf Salam, a lancé un appel pressant à la communauté internationale et à l'ONU, demandant une pression accrue sur Israël pour qu'il mette fin à ses attaques incessantes contre le Liban et respecte la souveraineté du pays. Cette déclaration fait suite aux récentes agressions israéliennes dans le sud du Liban, notamment l'attaque de la ville de Saïda. Dans un communiqué publié vendredi, le bureau de presse de M. Salam a indiqué que "l'entité sioniste a une nouvelle fois ciblé des civils innocents, cette fois-ci à Saïda, dans le sud du Liban. Cette agression constitue non seulement une violation manifeste de la souveraineté libanaise, mais aussi une transgression flagrante de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'accord de cessation des hostilités". Le

Premier ministre a souligné la nécessité de "faire pression de manière maximale sur Israël pour qu'il mette fin à ses attaques en cours, notamment dans les zones résidentielles", appelant à une "cessation complète des agressions" afin de protéger la population civile libanaise. Les forces israéliennes ont intensifié leurs bombardements la nuit du jeudi au vendredi, frappant plusieurs villages dans la région de Saïda. Les attaques ont fait des victimes et causé des destructions importantes dans des zones résidentielles. Selon des sources locales, un raid israélien a visé un appartement dans le quartier de Dalaa, à Saïda, tuant le dirigeant du mouvement Hamas, Hassan Farhat, ainsi que ses deux enfants, Hamza et Janan. Cette attaque a également endommagé plusieurs appartements voisins, ravivant les tensions dans

une région déjà marquée par des violences régulières. Ce raid est le deuxième du genre à Saïda depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, après l'assassinat de Mohammed Shahin, un membre des Brigades Al-Qassam, par un drone israélien en février 2025. Les récents événements ont relancé les inquiétudes concernant le respect de la trêve et la sécurité des civils dans le sud du Liban, particulièrement dans les zones résidentielles vulnérables aux frappes israéliennes. Dans ses déclarations, M. Salam a fermement condamné l'agression israélienne, précisant que ces attaques étaient un affront direct à la souveraineté du Liban et une violation des résolutions internationales. "Ce genre d'attaque contre des zones résidentielles ne peut être toléré. Nous exigeons que ces actes de violence cessent immédiate-

ment", a ajouté le Premier ministre, soulignant l'importance d'un soutien international pour forcer Israël à respecter ses engagements. En réponse aux attaques, les autorités libanaises ont renforcé les mesures de sécurité dans les zones touchées et continué de coopérer avec les agences humanitaires pour venir en aide aux victimes. Toutefois, le gouvernement libanais met en avant l'importance d'un règlement politique et diplomatique pour garantir une paix durable et la sécurité de tous les citoyens libanais. La communauté internationale, en particulier l'ONU, a été appelée à intervenir activement pour faire respecter les accords de cessation des hostilités, particulièrement la résolution 1701, qui a été adoptée après la guerre de 2006 pour régir l'arrêt des combats entre le Liban et Israël. **M. S.**



**ORAN.** PRÉSERVATION DU PATRIMOINE FORESTIER

# Réalisation de travaux sylvicoles sur une superficie de 280 hectares

La Conservation des forêts de la wilaya d'Oran met en œuvre un programme de travaux sylvicoles sur une superficie de 280 hectares pour nettoyer les forêts, préserver le patrimoine forestier et prévenir les incendies, a-t-on appris de cette instance.

Les travaux sylvicoles sur une superficie de 280 hectares ont débuté, récemment, ciblant cinq espaces forestiers, a souligné, dans une déclaration à l'APS, le chef du service du patrimoine forestier, des études et de la programmation à la Conservation des forêts, Karim Aït Menguelat. Ce programme concerne 50 hectares au mont "Kahr" à Hassi Benokba, 30 hectares dans l'espace forestier "Moulay Abdelkader" au sommet du mont Murdjadjou, dans la commune d'Oran, 50 hectares à Misserghine, 100 hectares dans la forêt de M'Sila à Boutlelis, ainsi que 50 hectares à Ain El Kerma, a ajouté le même responsable. L'objectif de ces travaux sylvicoles, qui devraient être terminés avant le début de la campagne de lutte contre les incendies de forêt pour l'année 2025, est de nettoyer les zones forestières, ce qui favorisera la croissance des arbres et contribuera à la préservation du patrimoine forestier, a-t-on souligné.

## 47 NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES EN COURS DE RÉALISATION

Dans un autre registre, le secteur de l'éducation de la wilaya d'Oran sera renfor-



Ph : DR

cé par 47 établissements scolaires dans les cycles primaire et moyen pour l'année scolaire 2025-2026, a-t-on appris du directeur local de l'Éducation, Abdelkader Oubelaïd. Il s'agit de 31 établissements scolaires dans le cycle primaire, dont 23 seront livrés à la rentrée scolaire et 8 à la fin de l'année en cours, ainsi que de 137 classes d'extension, avec la réalisation de 51 cantines scolaires, dont 41 seront livrées en septembre et 10 fin décembre 2025, a indiqué M. Oubelaïd à l'APS. Le cycle moyen sera également renforcé par 16 établissements, dont 14 seront livrés à la rentrée scolaire, en plus de 57 classes d'extension, avec la réalisation de quatre internats, de deux terrains de sport et d'une salle d'informatique, a précisé le responsable. Ces infrastructures éducatives viendront soutenir les nou-

veaux pôles urbains, tels que les pôles "Ahmed Zbana" dans la commune de Misserghine et Oued Tlélat, qui connaissent une forte augmentation de la population en raison des opérations de relogement, ainsi que les différentes communes de la wilaya, a expliqué la même source.

A rappeler que pour l'année scolaire précédente, le secteur a été renforcé par sept complexes scolaires, sept CEM, 57 classes d'extension, deux lycées, 20 cantines scolaires, outre l'équipement de 55 classes au niveau de 11 écoles primaires, de tableaux électroniques intelligents, ainsi que la rénovation de 302 écoles primaires. La wilaya d'Oran dispose actuellement de plus de 900 établissements scolaires, dont 613 écoles primaires, 197 collèges et 93 lycées.

**OUM EL-BOUAGHI.** DSA

## Extension des superficies consacrées aux cultures oléagineuses

Les superficies agricoles dédiées aux cultures oléagineuses ont connu, au cours de l'actuelle campagne agricole dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, une "extension sensible", a-t-on appris jeudi du directeur local des Services agricoles (DSA), Chaabane Chenna. Cet accroissement concerne notamment les surfaces consacrées à la culture du tournesol, cultivé cette saison, sur une superficie de 777 hectares répartis sur l'ensemble des communes de la wilaya, contre 77 hectares durant la dernière saison agricole (2023-2024), a indiqué le responsable à l'APS. L'essentiel de la superficie cultivée cette année (677 hectares) en tournesol se trouve sur des terres agricoles relevant de quatre unités de production agricole (anciennement fermes pilotes) dans les communes d'Ouled Hamla et de Ksar Sbihi, tandis que les 100 hectares restants relèvent d'exploitations privées, a ajouté M. Chenna, notant que le processus de plantation a commencé "au cours des derniers jours". Par ailleurs, la culture du colza s'est également étendue pour atteindre une superficie de 1.502 hectares répartis sur sept unités de production agricole, selon le responsable, qui a rappelé que la superficie vouée au colza "ne dépassait pas, il y a peu, les 400 hectares". Le DSA a indiqué que des enveloppes financières ont été réservées par le secteur agricole afin d'encourager les agriculteurs à s'engager dans le programme de cultures oléagineuses et à augmenter la production, en plus de l'organisation, à l'intention des agriculteurs, de journées d'étude et d'orientation autour de cette filière.

**GHARDAÏA.** RÉSEAU ÉLECTRIQUE

## Plus de 14 000 clients seront raccordés prochainement

Plus de 14.000 nouveaux clients devraient être raccordés au réseau électrique dans la wilaya de Ghardaïa au titre du programme d'investissement pour l'été 2025 de l'entreprise de distribution d'électricité et du gaz, (Sonelgaz-distribution), a-t-on appris de cette entreprise. Ce programme prévoit notamment la réalisation de nouveaux transformateurs électriques, de 80 départs principaux, de huit (8) sources principales d'alimentation, susceptible d'atteindre un taux de couverture de 99,18% en énergie électrique dans la wilaya. Cette opération

devrait ainsi contribuer à l'amélioration de l'alimentation en cette énergie, et satisfaire la demande croissante de la population sur cette énergie notamment en période estivale marquée par une importante consommation électrique, a expliqué le chargé de la communication à la Sonelgaz, Abbès Yahia. Ce programme d'investissement d'été 2025 prévoit deux volets, dont le premier porte sur le renforcement des réseaux de distribution d'une distance de 9,24 km, dont 8,24 km de moyenne tension (MT) et le reste (1 km) de basse tension (BT), a-t-il détaillé. Le second

chapitre comprend la réalisation de trois transformateurs électriques localisés au niveau des différents quartiers de la wilaya, a expliqué le même responsable. La Sonelgaz a, dans le but d'alimenter les différents quartiers en énergie électrique, procédé à la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour réaliser ce projet dans les délais fixes, en dépit de certaines contraintes liées notamment au manque des assiettes foncières pour la réalisation des niches des transformateurs au niveau des quartiers à forte densité de population, a-t-on indiqué.

**TAMANRASSET.** ALGÉRIE POSTE

## Installation prochaine de neuf distributeurs automatiques de billets

Le réseau de distributeurs automatiques de billets (DAB) d'Algérie Poste dans la wilaya de Tamanrasset sera prochainement renforcé par neuf nouveaux appareils, a-t-on appris mercredi de l'antenne locale de cet opérateur public. Ces nouveaux DAB seront installés dans les bureaux de postes des localités d'Arak, Tit, Outoul, Amsel, Idles, Tahagaret et Adriane, a précisé le directeur local d'Algérie Poste, Abderrahim Belghith, ajoutant qu'ils viendront renforcer les 19

appareils déjà en service dans la wilaya. M. Belghith a également annoncé que le bureau de poste du quartier Amchoune sera doté, avant fin 2025, d'un espace libre-service accessible 24h/24 et 7j/7, permettant ainsi de désengorger l'unique espace libre-service que compte la wilaya dans le bureau de poste de Seriouf. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un programme visant à faciliter l'accès des citoyens aux services financiers, a-t-on indiqué de même source.

**BORDJ BOU-ARRÉRIDJ.**

FOURNITURES SCOLAIRES

## Vers la création d'un pôle industriel de production

Un pôle industriel spécialisé dans la production des fournitures scolaires sera créé dans la zone industrielle Belaid Abdesselam de la région de R'mail, dans la commune de Ras El Oued (Sud-est de Bordj Bou Arreridj), apprend-on jeudi des services de wilaya. Les assiettes foncières dédiées à ce projet ont été proposées sur la plateforme numérique de l'investisseur de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), selon la même source qui a précisé qu'il s'agit de 7 terrains de superficies variant de 5.200 m<sup>2</sup> à 7.650 m<sup>2</sup> offerts pour la domiciliation d'unités industrielles de production de fournitures, articles et cartables scolaires et de bureautique. Les investisseurs intéressés peuvent visiter la plateforme pour connaître les détails liés à cette offre, selon la même source qui a affirmé que le projet vise à encourager l'investissement, transformer les importateurs de fournitures scolaires en industriels, développer l'industrie locale et générer de nouveaux emplois dans la région. Ce projet permettra une fois opérationnel d'approvisionner le marché local, offrir des articles scolaires à des prix raisonnables et réduire la facture des importations, selon la même source. Selon encore la même source, les autorités de la wilaya à leur tête le wali, Kamel Nouicer œuvrent à mettre en place les conditions propices pour des investisseurs sérieux et les accompagner dans la concrétisation de leurs projets. La zone industrielle de R'mail est une des plus importantes zones industrielles du pays de par sa position stratégique outre son raccordement aux divers réseaux routiers, a-t-on relevé.

**ADRAR.** D'UNE CAPACITÉ GLOBALE DE 20 000 M3

## Projets de réalisation de chambres froides

Plusieurs projets de réalisation de chambres froides d'une capacité de stockage globale de 20.000 m<sup>3</sup> ont été retenus pour la wilaya d'Adrar, a-t-on appris des représentants de l'entreprise Frigomedit. Ces futures installations comprennent un complexe frigorifique d'une capacité de stockage de 15.000 m<sup>3</sup>, en chantier avancé, en sus d'un projet de 4.000 m<sup>3</sup>, en cours de réalisation à Reggane, a indiqué le directeur du pôle-sud de l'entreprise Frigomedit à Adrar, Salem Beloui. Ces structures revêtent une grande importance en matière d'approvisionnement en produits alimentaires, de type végétal et animal, requérant des conditions rigoureuses de conservation, ainsi que la régulation du marché, a-t-on précisé, expliquant que l'entreprise assure le conditionnement, l'emballage et la distribution des produits. La capacité du complexe frigorifique, retenu au chef lieu de la wilaya, est scindé en compartiments de 12.000 m<sup>3</sup> de refroidissement à température positive, en sus d'une capacité de 3.000 m<sup>3</sup> à température négative, répartis entre quatre (4) grandes chambres froides de 1.500 m<sup>3</sup> chacune, de quatre (4) chambres d'une capacité de 1.000 m<sup>3</sup>, d'autres chambres de 500 m<sup>3</sup> chacune, et ce, proportionnellement aux besoins des agriculteurs, a-t-on détaillé. Frigomedit (entreprise publique économique algérienne spécialisée dans la production, l'entreposage, le traitement, la commercialisation et l'exportation des produits maraichers frais) envisage d'étendre ses activités à l'industrie agroalimentaire, a-t-on signalé.



**CONSTANTINE.** CONSERVATION DES FORÊTS

## Mise en place du plan anti-feux de l'été 2025

Un plan de lutte contre les incendies des forêts et des récoltes agricoles pour la saison 2025, vient d'être mis en place dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris mercredi auprès des services de la Conservation des forêts.

Ce plan a été approuvé par la commission de wilaya chargée de la protection des massifs forestiers, composée de différents partenaires dont les directions de la Protection civile, des travaux publics, des services agricoles, des ressources en eau, ainsi que les daïras et les assemblées populaires communales (APC), a indiqué à l'APS le conservateur des forêts, Boualem Aouad. L'opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs visant à faire face aux dangers des feux de forêts, pouvant être signalés durant cette saison, a précisé le même responsable qui a affirmé que l'intervention précoce est un facteur essentiel pour contrer les risques et éviter les pertes humaines et matérielles. M. Aouad a indiqué dans ce cadre que sept



(7) postes de contrôle, dotés de matériels de communication modernes, ont été installés pour couvrir l'ensemble de la superficie forestière de la wilaya, estimée actuellement à 28.074 hectares, soit 12 % de sa surface totale. La conservation des forêts, a-t-il ajouté, a également mobilisé cinq (5) brigades mobiles, constituées de 35 agents forestiers mobilisés 24h/24 pour parer au moindre départ de feu, en attendant la dési-

gnation d'une équipe d'agents saisonniers.

### LANCEMENT DE LA RÉALISATION DE 2 RÉSERVOIRS D'EAU POTABLE À ZIGHOUD YUCEF

Dans la commune de Zighoud Youcef, située dans la wilaya de Constantine a bénéficié d'un projet de réalisation de 2 réservoirs d'eau pour renforcer l'approvisionnement des habitants de

cette collectivité locale en eau potable et dont les travaux viennent d'être lancés, a-t-on appris des services de la wilaya. L'opération permettra de répondre aux besoins en eau potable pour environ 77.000 habitants de cette commune à vocation agricole, a indiqué la cellule de communication de la wilaya, précisant que le projet s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme portant renforcement et sécurisation de l'alimentation en eau potable (AEP), dans cette région. Une fois réceptionnés, les 2 réservoirs d'eau forts d'une capacité de 5.000m<sup>3</sup> chacun permettront d'atteindre une moyenne quotidienne d'approvisionnement en cette ressource vitale de 150 litres par citoyen, selon les explications fournies par la même source qui a indiqué que la moyenne actuelle d'alimentation en AEP par jour ne dépasse pas les 100 litres par citoyen. Un délai de 18 mois a été fixé pour la réception de ces deux réservoirs, a indiqué la même source qui a rappelé qu'une vaste opération de réhabilitation du réseau d'AEP était déjà en cours dans cette région et devra être réceptionnée "avant la fin de l'année 2025".

**BOUMERDÈS.** ENVIRONNEMENT

## Plus de 200 clubs verts activent au sein d'établissements scolaires et de formation

Plus de 200 clubs verts, dédiés à la sauvegarde de l'environnement, activent au sein d'établissements scolaires, tous cycles confondus, et de formation professionnelle de la wilaya de Boumerdes, a-t-on appris d'une source de la wilaya. Ces clubs ont été installés au niveau d'établissements éducatifs et de formation, parallèlement à l'installation de 16 associations environnementales autonomes activant en dehors du secteur éducatif, à travers la wilaya, a indiqué à l'APS le directeur de l'environnement de Boumerdes, Lakhdar Aouaz, en marge du conseil exécutif de la wilaya réuni cette semaine pour l'examen de dossiers de développement. L'installation de ces clubs se poursuivra pour tou-

cher plus de 500 établissements éducatifs et une cinquantaine de centres de formation professionnelle, a ajouté le responsable, notant que sur ce total de clubs, plus de 50 ont été dotés des équipements et moyens pédagogiques nécessaires à différentes activités écologiques. M. Aouaz a cité parmi les objectifs principaux assignés à ces clubs environnementaux, l'ancrage de la culture environnementale chez les écoliers et les stagiaires à travers des ateliers pédagogiques et différentes sorties axées sur le thème de l'environnement et organisées tout au long de l'année scolaire. Il s'agit, également, a-t-il dit, d'œuvrer à la création d'espaces verts au sein des établissements scolaires et leurs abords immé-

diats, mais aussi au nettoyage et réhabilitation des espaces de jeu et de la pratique sportive, le ravalement et l'embellissement des façades de ces établissements, l'organisation de caravanes pédagogiques, et la participation aux campagnes de boisement et à la célébration des journées et événements axés sur le thème de l'environnement. L'élargissement de la création de ces clubs et associations vise, également, l'ancrage d'une culture de sauvegarde de l'environnement et du milieu au sein des établissements éducatifs de la wilaya, tout en veillant à la promotion des valeurs de citoyenneté et de civisme, selon la même source.

**TIZI-OUZOU.** RESSOURCES HYDRIQUES

## Inscription d'un programme de réhabilitation du réseau d'AEP

Un programme de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) à travers plusieurs communes a été inscrit au profit de Tizi-Ouzou au titre de l'exercice 2025, dans le but d'améliorer la dotation des populations en cette ressource, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Ce programme qui touchera 23 communes sur les 67 que compte la wilaya, porte sur la réalisation et la mise à niveau des réseaux de distribution d'eau de nombreux villages répartis sur une quinzaine de daïras et sur la réhabilitation de

conduites d'adduction d'eau desservant plusieurs communes, a-t-on indiqué. Selon la même source, les projets de mise à niveau des réseaux de distribution d'eau toucheront les villages des daïras de Tizi-Ouzou, Draâ Ben Khedda, Ain El Hammam, Azeffoune, Bouzguene, Makouda, Tigzirt, Ouacifs, Ouaguenoune, en plus des réseaux des daïras de Ouadhias, Maâtkas, Tizi-Gheniff, Mekla, Iferhoune et Larbaâ n'Ath Irathen. Pour ce qui est de la réhabilitation de conduites d'adduction, il s'agit, entre autre de la rénovation de la conduite d'adduction du réservoir

Mezdata vers le réservoir Kemmouda dans la commune de Tizi-Ouzou et de la conduite d'amenée à partir d'Ain El hammam vers Larbaâ Nath Irathen au niveau du village Icheridhen (Ait Agouacha). Il a été aussi arrêté, au titre de ce programme, la réhabilitation de la conduite de refoulement de la station de pompage chef-lieu Tizi N'Tleta vers Ighil Imoula, Commune de Tizi N'Tleta, d'un tronçon de conduite d'adduction par refoulement de Ouadhia, de la conduite d'adduction réservoir d'eau de Boutaka vers les réservoirs d'El Helouf

et de Tighilt N'Temzoult, dans la commune de Tizi Gheniff. A cela s'ajoutent la réfection d'une conduite d'adduction pour le Réservoir Bezazoua dans la commune Draâ El Mizan, de la conduite de raccordement du forage Tizi Meden à Bounouh et de la conduite d'adduction vers le réservoir Beni Koufi à Mechtras, entre autres. Des avis d'appel d'offres ont été lancés, fin mars écoulé, par les services de la direction de l'hydraulique pour le choix des entreprises qui seront chargées de concrétiser ces travaux, a-t-on noté.

**MASCARA.** ALGÉRIE TÉLÉCOM

## Réalisation de plus de 110 km de réseau de fibre optique

La direction opérationnelle d'Algérie Télécom dans la wilaya de Mascara a réalisé 111,20 Km de réseau de fibre optique depuis début 2024 jusqu'à la mi-mars dernier, a-t-on appris auprès de cette entreprise. Ces équipements ont été installés à travers différentes communes de la wilaya, au profit de plusieurs administrations ainsi que des entreprises économiques publiques et privées, a fait savoir la même source. L'opération a permis d'étendre le réseau de fibre optique de la wilaya à plus de 2800 km, a-t-on précisé. Par ailleurs, au cours de la même période, de nouveaux équipements de téléphonie et d'internet via le réseau de fibre optique ont été mis en service dans 51 zones d'habitation relevant des communes de Mascara, Mohammadia, Oued Taria, Ain Fekan, Sig, Oggaz, Sidi Kada, El-Bordj et Tizi. La direction d'Algérie Télécom a également recensé, durant la même période, 10.600 nouveaux abonnés au service Internet par fibre optique, portant ainsi le nombre total d'abonnés dans la wilaya à 105.500. Durant la période précitée, la direction opérationnelle d'Algérie Télécom a enregistré une augmentation du nombre total d'abonnés à la téléphonie fixe, que ce soit via les câbles ou via la technologie de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), atteignant 84.960 abonnés, a-t-on signalé.

**MÉDÉA.** COMMUNE DE DERRAG

## Mise en service de projets de développement pour les zones enclavées

Des projets à impact direct sur les conditions de vie des habitants des zones enclavées de la commune de Derrag, dans le sud-ouest de Médéa, ont été réalisés et mis en service, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Construction de réservoirs d'eau, réhabilitation d'infrastructures scolaires et de santé, réalisation de réseaux d'assainissement, raccordement de plusieurs foyers au réseau électrique et ouverture de pistes pour désenclaver ces zones, sont entre autres projets achevés ou en cours de réalisation pour assurer le développement de ces localités, est-il souligné. Ainsi, trois réservoirs d'eau d'une capacité de 200 et 250 m<sup>3</sup> ont été mis en exploitation au profit des résidents des hameaux isolés d'El-Kettar, de Ain Beida et de Ouled Rabah. Une enveloppe financière de plus de 80 millions de DA a été injectée dans ces projets appelés à assurer une alimentation régulière des foyers en eau potable, en particulier durant la période estivale où la demande sur l'eau augmente sensiblement, a précisé la même source. Les zones enclavées de la commune de Derrag connaissent également des travaux d'aménagement urbain, alors que des travaux de réhabilitation d'une salle de soins et d'une école primaire accueillant des enfants issus des village d'El-Katar et Ain-Beida ont été concrétisés. Par ailleurs, pas moins de 57 parcelles de terres ont été attribuées à des citoyens dans le cadre de la promotion de l'habitat rural. Des réseaux d'assainissement ont été également réalisés et plusieurs foyers ont été raccordés au réseau électrique, au moment où des pistes ont été ouvertes pour désenclaver ces zones et faciliter le déplacement des agriculteurs et des éleveurs, a-t-on conclu.





## ILS S'INFILTRER PARTOUT MÊME DANS LA CHAÎNE ALIMENTAIRE

# Les risques liés aux micro-plastiques

*Comment le microplastique affecte-t-il votre corps ? Plusieurs experts ont découvert que les particules de microplastique, présentes dans de nombreux produits du quotidien, peuvent avoir des effets horribles sur la santé humaine.*

Les experts de BusinessWaste.co.uk ont utilisé l'intelligence artificielle pour créer des images qui prédisaient à quoi pourraient ressembler les gens après une exposition prolongée à ces particules, montrant de graves problèmes de santé tels que la perte de cheveux, des éruptions cutanées, une prise de poids et une fatigue chronique. Les particules de microplastique, qui ne mesurent pas plus de 5 millimètres de long, se trouvent partout, des sachets de thé et des chewing-gums à l'eau et à l'air. Malgré leur petite taille, ils ne sont pas biodégradables, ce qui signifie qu'ils restent dans l'environnement – et même dans notre corps – pendant des centaines d'années. Mark Hall, expert en déchets plastiques chez BusinessWaste.co.uk, a averti que les études en sont encore à leurs débuts, mais qu'elles



fournissent des indications inquiétantes sur l'impact des micro-plastiques sur la santé. Il a expliqué que les images produites sont basées sur des recherches existantes sur différents niveaux d'exposition et leurs effets sur le corps. Comment se protéger du danger des particules micro plastiques ? Comment l'exposition aux micro-plastiques affecte-t-elle la santé ? Une faible exposition (par l'alimentation, les boissons et l'air) provoque : sécheresse et irritation de la peau dues à l'interaction des molécules avec les glandes endocrines, problèmes digestifs tels que ballonnements et maux d'estomac, légère fatigue résultant d'une inflammation mineure à l'intérieur du corps. Une exposition modérée (due à la consommation d'aliments transformés et de fruits de mer, ou au port de vêtements en tissus synthétiques) provoque: signes de vieillissement prématuré (apparition de rides et ridules), rougeur des yeux et irritation respiratoire dues à l'inhalation de particules de plastique, déséquilibre hormonal affectant le poids et le système digestif, fatigue chronique et confusion mentale. Une exposition grave (résultant d'une exposition continue dans l'environnement de travail ou de la consommation d'eau contaminée) provoque: infections cutanées chroniques, éruption cutanée de type eczéma, une altération de la fonction pulmonaire pouvant entraîner une peau bleue, réactions lentes, problèmes de mémoire et tremblements des mains dus à l'accumulation de plastique dans le cer-

veau, perte de cheveux, décoloration de la peau et gain ou perte de poids inexplicables. Par ailleurs, des chercheurs japonais ont récemment mis au grand jour une innovation dans le domaine des plastiques, redonnant de l'espoir pour réduire la pollution des mers. Ce projet, mené par Takuzo Aida au RIKEN Center for Emergent Matter Science (CEMS), a été publié le 22 novembre dans la revue Science. Cette découverte vise à modifier notre manière d'utiliser les plastiques en proposant une alternative respectueuse de l'environnement. Les plastiques habituels se distinguent par leur robustesse, leur flexibilité et leur solidité. Ils peuvent rester dans la nature pendant des décennies, voire des siècles. Au fil du temps, ils finissent par se fragmenter en micro-plastiques qui polluent les océans et posent des problèmes pour la vie marine, en plus de s'infiltrer dans la chaîne alimentaire. Même si des plastiques biodégradables comme le PLA (acide polylactique) existent déjà, ils ne se décomposent pas correctement dans l'eau de mer. Le nouveau plastique fonctionne avec des interactions qui se renouvellent constamment plutôt que des liaisons fixes. Il est fabriqué à partir de monomères ioniques comme le sodium hexa-métaphosphate et un monomère basé sur l'ion guanidinium, qui créent des structures grâce à des ponts salin. Ces deux monomères peuvent être métabolisés par les bactéries, ce qui rend le matériau non toxique et ininflammable.

## GESTION DES DÉCHETS

### Une approche «zéro déchet» dans l'industrie textile

Si aucune mesure n'est prise d'urgence, la production de déchets solides municipaux dans le monde atteindra 3,8 milliards de tonnes par an d'ici à 2050. Il s'agit notamment d'emballages, de produits électroniques, de plastiques ou de denrées alimentaires. Cette année, la Journée internationale du zéro déchet a voulu mettre l'accent sur la nécessité d'agir dans le secteur de la mode et du textile pour réduire les déchets et faire progresser des solutions circulaires. La croissance rapide de la production et de la consommation de textiles dépasse actuellement les efforts de durabilité dans le secteur, entraînant de graves conséquences environnementales, économiques et sociales, en particulier dans les pays du Sud. La production de vêtements dans le monde a en effet doublé entre 2000 et 2015 et est désormais à l'origine de 92 millions de tonnes de déchets textiles. Cela équivaut à un camion à ordures rempli de vêtements incinérés ou mis en décharge toutes les secondes ! Pour relever ce défi, il faut un changement systémique par le biais d'une production et d'une consommation durables et de solutions circulaires. Une approche « zéro déchet » est donc essentielle à cette transition. Tout d'abord, les consommateurs peuvent réduire considérablement les dommages causés à l'environnement en adoptant des pratiques telles que la réutilisation, la réparation et le recyclage. L'abandon de la « fast fashion » (mode rapide) et l'investissement dans des vêtements durables et de haute qualité permettent non seulement de préserver les ressources de notre planète, mais aussi d'honorer les approches traditionnelles en matière de développement durable. Le secteur privé doit ensuite prendre ses responsabilités en concevant des produits durables, réparables et recyclables, tout en adoptant des modèles commerciaux circulaires qui limitent la pollution chimique, réduisent les volumes de production, utilisent des matériaux durables et contribuent à rétablir la biodiversité. L'innovation et la responsabilité doivent être à la base des stratégies de ces entreprises. Les gouvernements jouent enfin un rôle essentiel dans l'application de systèmes de « responsabilité élargie du producteur », attribuant aux producteurs la responsabilité de la fin de vie des produits, ainsi que dans la réglementation des produits chimiques nocifs, dans l'investissement dans les infrastructures de recyclage et dans l'encouragement des modèles d'entreprise durables afin de favoriser la transition vers une économie circulaire. Chaque année, le secteur textile produit 2 à 8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et utilise 215 000 milliards de litres d'eau, soit l'équivalent de 86 millions de piscines olympiques. Doubler le nombre de fois qu'un vêtement est porté permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 44 %. Le 14 décembre 2022, lors de sa soixante-dix-septième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 77/161 proclamant le 30 mars Journée internationale du zéro déchet, observée chaque année.

## UNOC3 JUIN 2025

### Des ONG appellent à interdire l'exploration pétrolière en mer

Une centaine d'organisations environnementales ont appelé les Etats à interdire toute nouvelle exploration pétrolière et gazière en mer, à l'occasion de la troisième Conférence des Nations unies pour l'océan (Unoc 3) prévue en juin. "Si nous voulons vraiment protéger l'océan, il faut mettre fin immédiatement à la pratique destructrice de l'exploration pétrolière et gazière dans les milieux marins. Ces activités sont à l'origine des bruits les plus intenses dans nos mers et ont des conséquences graves, voire mortelles, sur la vie marine, du plus petit plancton aux grandes baleines", a déclaré Nicolas Entrup, directeur des relations internationales de l'ONG OceanCare, à l'origine de la lettre ouverte. Dans ce texte, 111 organisations du monde entier appellent à inscrire cette interdiction de l'exploration pétrolière dans la déclaration finale de l'Unoc 3, qui doit se tenir du 9 au 13 juin 2025 à Nice. Les ONG plaident également pour éliminer progressivement les forages en mer de gaz et de pétrole, conformément aux engagements pris lors du sommet climatique de la COP28 de Dubaï en 2023.

## INFO

### CHINE

#### Les mines vertes

La Chine a lancé une nouvelle campagne de sélection de mines vertes nationales, dans le cadre des efforts visant à accélérer la transition écologique du secteur minier. Cette initiative s'inscrit dans l'Avis sur le renforcement de la construction des mines vertes, un document conjoint publié par le ministère des Ressources naturelles et six autres institutions gouvernementales. Cette sélection vise les entreprises minières indépendantes déjà inscrites sur les listes provinciales de mines vertes, reconnues par leurs pratiques respectueuses de l'environnement. Les critères d'évaluation portent sur une exploitation scientifique, une utilisation efficace des ressources, une restauration écologique des zones minières, une gestion standardisée et des relations harmonieuses avec les quartiers d'habitation locaux. Les autorités chargées des ressources naturelles au niveau provincial peuvent recommander jusqu'à 25 mines non pétrolières et 10 mines pétrolières ou gazières, sans excéder la moitié du nombre total de mines vertes déjà enregistrées sur leur propre liste provinciale. Les entreprises candidates doivent soumettre en ligne, via le Système national de gestion des mines vertes, un dossier d'auto-évaluation accompagné de preuves tangibles (photos, rapports techniques). Les provinces organiseront ensuite des vérifications sur site par des experts indépendants pour valider les données.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Chaque année, plus de 11 millions de tonnes de plastique finissent dans nos océans. L'utilisation à grande échelle de ce nouveau plastique pourrait nettement réduire ces quantités déversées.

## Repéré pour vous

Un four solaire écologique a été conçu par une entrepreneure kényane. Il peut fonctionner sans carbone ni bois, explique l'auteure de cette innovation, Carolyn Olang, citée par Africa News. Il est déjà utilisé par des vendeurs de nourriture de rue.



CLASSEMENT FIFA DU MOIS D'AVRIL  
**L'Algérie progresse**



Ph: DR

Grâce à deux succès éclatants en éliminatoires du Mondial 2026, la sélection nationale d'Algérie a gagné une place au classement mondial de la FIFA publié ce jeudi. Les hommes de Vladimir Petkovic continuent leur ascension avec un objectif clair : revenir sur la scène mondiale après la désillusion du dernier cycle.

La FIFA a dévoilé, jeudi dernier, la mise à jour d'avril de son classement mondial des équipes nationales. L'Algérie gagne un rang pour se positionner à la 36e place. Une avancée modeste mais significative dans un contexte marqué par des résultats positifs en éliminatoires de la Coupe du Monde 2026. En dominant tour à tour le Botswana à l'extérieur (3-1) et le Mozambique à domicile (5-1), les Verts ont confirmé leur regain de forme sous la houlette de Vladimir Petkovic.

L'ancien sélectionneur de la Suisse semble avoir trouvé la formule gagnante, alliant discipline tactique et efficacité offensive. Ces deux victoires permettent à l'Algérie de maintenir sa quatrième place sur le plan africain, derrière le Maroc, le

Sénégal et l'Égypte. Un positionnement qui conforte les ambitions des Fenecs pour la suite des qualifications, avec en ligne de mire une participation à la Coupe du Monde 2026.

Sur le continent, l'Algérie reste devant plusieurs nations majeures telles que la Côte d'Ivoire (41e), championne d'Afrique en titre, mais aussi le Nigeria (43e), la Tunisie (49e) et le Cameroun (50e). Ces repères confirment que les protégés de Petkovic sont sur la bonne voie pour redevenir une référence sur la scène africaine, après les déconvenues connues en 2022 et 2023.

**L'ARGENTINE TOUJOURS EN TÊTE**

Sur le plan mondial, l'Argentine conserve sa place de leader grâce à ses victoires de prestige contre l'Uruguay (1-0) et le

Brésil (4-1). Derrière, un changement notable intervient : l'Espagne, championne d'Europe en titre, profite du faux pas des Bleus en Croatie pour s'emparer de la deuxième place mondiale. La France recule d'un rang mais reste sur le podium (3e), désormais talonnée par l'Angleterre (4e). Le Brésil complète le top 5, suivi des Pays-Bas, en forme ces derniers mois, qui dépassent le Portugal. La Belgique, l'Italie et l'Allemagne ferment le top 10 mondial.

Dans cette hiérarchie dominée par les grandes nations historiques du football, l'Algérie tente de se faire une place en construisant pas à pas un nouveau cycle. À quelques mois d'échéances décisives, chaque point compte, non seulement pour le prestige, mais aussi pour espérer un meilleur tirage lors des prochaines compétitions.

Cette remontée, aussi légère soit-elle, rappelle qu'en football, chaque victoire a son poids dans les classements... et dans les espoirs d'un peuple.

Mohamed Amine Toumiat

S  
T  
R  
O  
P  
S

FEYENOORD  
**Zerrouki retrouve la compétition après deux mois d'absence**

Le milieu de terrain international algérien, Ramiz Zerrouki, indisponible depuis janvier dernier pour cause de blessure, a retrouvé la compétition, lors de la victoire décrochée mercredi soir à domicile face à Groningen (4-1), en match comptant pour la mise à jour de la 25e journée du championnat néerlandais de football. Incorporé en cours de jeu par l'entraîneur Robin van Persie (65e), l'ancien joueur du Twente FC a délivré une passe décisive sur l'action du troisième but de son équipe, marqué par le Brésilien Igor Paixao (82e). La dernière apparition de Zerrouki (26 ans) remonte au 18 janvier dernier, à l'occasion du nul décroché sur le terrain de Willem II (1-1), pour le compte de la 19e journée du championnat. Le joueur formé à l'Ajax Amsterdam souffrait d'une blessure à la jambe. De son côté, son coéquipier et compatriote, Anis Hadj Moussa a contribué à la vic-



toire des siens, en ouvrant le score à la 10e minute de jeu, d'une belle frappe dans la surface. Hadj Moussa (23 ans) s'est déjà mis en évidence le week-end dernier, en marquant un but, à domicile face à Go Ahead Eagles (3-2).

Il compte désormais 9 buts depuis le début de la saison, toutes compétitions confondues. A l'issue de cette victoire, Feyenoord s'empare de la troisième place avec 53 points, à cinq longueurs du dauphin, le PSV Eindhoven (58

points), et loin derrière le leader, l'Ajax Amsterdam (67 points), à sept journées de l'épilogue. Zerrouki (41 sélections) et Hadj Moussa (3 sélections), n'avaient pas été retenus par le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, lors des deux derniers matchs disputés par l'équipe nationale en mars : à Francistown face au Botswana (3-1), et à Tizi-Ouzou devant Mozambique (5-1), pour le compte des qualifications du Mondial 2026 (Etats-Unis, Canada, Mexique).

LIGUE DES CHAMPIONS (1/4 DE FINALE - RETOUR) ORLANDO PIRATES-MC ALGER  
**L'Ivoirien Kalilou Ibrahim Traoré au sifflet**

La commission d'arbitrage de la Confédération africaine de football (CAF), a désigné l'Ivoirien Kalilou Ibrahim Traoré, pour diriger le match entre les Sud-Africains d'Orlando Pirates et le MC Alger, le mercredi 9 avril à Orlando stadium de Johannesburg (17h00, heure algérienne), comptant pour les quarts de finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football, a indiqué le club algérois, jeudi dans un communiqué. Kalilou Ibrahim Traoré (41 ans) sera assisté de son compatriote Adou Hermann Désira (1er assistant) et du Togolais Jonathan Ahonto (2e assistant). Le quatrième arbitre étant l'Ivoirien Kban Clément Franklin. Le Mauritanien Dahane Beïda sera en charge de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), en compagnie du Camerounais Elvis Guy Noupue Nguégou. Lors de la première manche, disputée mardi soir au stade du 5-Juillet (Alger), le MCA s'est incliné sur le score de 1 à 0. L'unique but de la rencontre a été inscrit en seconde période par le rentant Mohau Nkota (65e).



## LE JEUNE TALENT ALGÉRIEN TRÈS CONVOITÉ Stuttgart cible Maza

Le VfB Stuttgart s'intéresse de très près à Ibrahim Maza, jeune espoir algérien du Hertha Berlin. À 19 ans, le milieu offensif attire les convoitises des grands clubs européens, et pourrait faire l'objet d'un transfert majeur lors du prochain mercato.

Le nom d'Ibrahim Maza circule avec insistance du côté de Stuttgart. Selon Sky Germany, l'entraîneur Sebastian Hoiness, appuyé par son directeur sportif Fabian Wohlgemuth, souhaite faire du joueur algérien une priorité pour renforcer son effectif cet été. Auteur d'une saison convaincante en deuxième division allemande, le jeune milieu offensif a inscrit sept buts et délivré cinq passes décisives en 30 rencontres sous les couleurs du Hertha Berlin.

Sous contrat jusqu'en 2027 avec le club de la capitale, Maza dispose d'une clause libératoire estimée entre 15 et 20 millions d'euros. Un montant accessible pour Stuttgart, à condition de vendre certains éléments clés de son effectif. Le club songe



notamment à se séparer d'Enzo Millot, courtisé sur le marché européen et dont le départ pourrait rapporter une somme similaire. Pour Stuttgart, le profil de Maza s'inscrit parfaitement dans sa politique de recrutement axée sur la jeunesse et la valorisation. Mais la concurrence risque de faire monter les enchères. En effet, des formations telles que Manchester City, l'Atlético Madrid ou encore Newcastle suivraient également de près l'évolution du dossier. Avec une puissance financière bien supérieure, ces clubs pourraient rapidement évincer les Souabes dans la course à la signature.

### UNE ALTERNATIVE NOMMÉE SHAPARENKO

Face à cette concurrence féroce, Stuttgart n'entend pas mettre tous ses œufs dans le

même panier. En parallèle, le club allemand s'intéresse à Mykola Shaparenko, milieu de terrain international ukrainien du Dynamo Kyiv. Moins coûteux que Maza, il représente une option crédible pour combler un éventuel échec dans les négociations avec le Hertha Berlin.

Du côté du joueur, la volonté de quitter Berlin cet été semble se confirmer. Maza aurait fait part de son désir de franchir un palier dans sa jeune carrière, une ambition que pourrait satisfaire Stuttgart, surtout si le club parvient à sécuriser une place européenne la saison prochaine.

Reste à savoir si Stuttgart pourra tenir la distance face aux géants européens... ou si Ibrahim Maza prendra la voie royale vers un grand d'Europe.

M. A. T.

## LIGUE 2 AMATEUR (25E JOURNÉE) L'ESBA et le MBR face à leur destin

La 25e journée de Ligue 2 amateur, prévue ce week-end, pourrait générer quelques changements dans le classement général, particulièrement dans le sommet de tableau, surtout pour les leaders du Groupe Est, le MB Rouissat et Ouest, l'ES Ben Aknoun, appelés à jouer en déplacement, le premier chez le NRB Telegma (11e/30 pts) et le second face à l'ASM Oran (8e/32 pts). Des déplacements relativement périlleux, lors desquels le MBR et l'ESBA pourraient y laisser des plumes, au grand bonheur de leurs premiers poursuivants au classement, l'USM El Harrach et le RC Kouba, qui pourraient en profiter pour leurs recoller aux basques dans cette dernière ligne droite du parcours. Quoique, même ces derniers (USMH-RCK) ne seront pas mieux lotis, car appelés eux aussi à évoluer hors de leurs bases, respectivement chez le MC Saïda et l'US Chaouïa. De périlleux déplacements, là encore, car l'USC (4e/38 pts) le MCS (10e/31 pts) ont eux aussi besoin de points dans cette dernière ligne droite du parcours, et devraient essayer de profiter pleinement de l'avantage du terrain et du soutien du public pour sortir victorieux. En somme, l'issue de cette 25e journée devrait soit permettre aux actuels leaders de prendre un peu plus le large en tête du classement, ou alors, ramener les dauphins à quelques longueurs de moins. Ce qui est sûr, le MBR, l'ESBA et l'USMH et à un degré moindre, le RCK joueront leurs matchs respectifs en ayant une oreille attentive sur ce qui se passe dans les autres stades, car tout aussi concernés par les résultats qui y seront réalisés.

### CHAUDS DUELS EN VUE, MÊME POUR LE MAINTIEN

Dans le bas du classement, les débats devraient être tout aussi chauds entre les nombreux candidats au maintien, à commencer par la JS Bordj Menaïel (14e/27 pts) et le HB Chelghoum Laïd (13e/30 pts), qui seront en mission de sauvetage, respectivement, chez le CA Batna et l'IB Khemis El Khechna, actuellement ex-aequo à la 5e place, avec 35 points pour chaque club. Malgré la difficulté de la tâche, l'objectif de la JSMB et du HBCL sera de gagner, ou tout au moins de grignoter un point pour rester dans la course au maintien. Idem pour l'IRB Ouargla (13e/28 pts), dont la mission est de gagner face au MSP Batna (9e/31 pts) afin de s'éloigner de la zone rouge et renforcer ses chances de maintien. Quand aux autres matchs de la 25e journée, l'enjeu sera probablement moins important, car mettant aux prises des clubs de milieu de tableau, non concernés ni par l'accession ni par le maintien. Leur issue semble basculer en faveur des clubs hôtes, qui avec l'avantage du terrain et le soutien du public ne devraient pas trouver de difficulté à l'emporter. Un des rares matchs qui devraient être à l'avantage des clubs visiteurs, c'est le duel mettant aux prises le MO Constantine au l'Olympique Magrane (15e/19 pts). Ce dernier semble avoir perdu tout espoir de maintien, faisant qu'il ne devrait pas opposer une grande résistance aux Bleu et Blanc (10e/30 pts). Autre chaud duel pour le maintien dans le Groupe Centre-Ouest, le choc RC Arbaâ-MCB Oued Sly, un match opposant le 12e (28 pts) au 15e avec (23 pts). Une confrontation directe, entre deux candidats au maintien, et dans lequel le faux pas sera interdit pour chacun des deux antagonistes, au risque de se voir définitivement condamné et dès cette 25e journée. Suivant la programmation de la Ligue nationale du football amateur (LNFA), tous les matchs débiteront à 15h00, par souci d'éthique, et les supporters seront présents dans l'ensemble des stades, car aucun des clubs hôtes n'est sanctionné de huis clos.

### Le programme (cet après-midi à 15h00)

**Groupe Centre-Est**  
AS Khroub - US Souf  
Olympique Magrane - MO Constantine  
JSD Jijel - USM Annaba  
CA Batna - JS Bordj Menaïel  
IB Khemis El Khechna - HB Chelghoum Laid  
US Chaouïa - USM El Harrach  
NRB Telegma - MB Rouissat  
IRB Ouargla - MSP Batna

**Groupe Centre-Ouest**  
ESM Koléa - WA Mostaganem  
RC Arbaâ - MCB Oued Sly  
US Béchar Djedid - JSM Tiaret  
MC Saïda - RC Kouba  
ASM Oran - ES Ben Aknoun  
NA Hussein-Dey - GC Mascara  
JS El Biar - CR Témouchent  
SKAF Khemis Miliana - SC Mecheria

BRAS DE FER ENTRE LIGA ET CSD

## Le Barça rassuré

Coup de théâtre en Espagne : les licences de Dani Olmo et Pau Victor, initialement invalidées par la Liga, ont finalement été rétablies par le Conseil Supérieur du Sport. Une décision qui soulage le FC Barcelone mais ne l'exonère pas de ses problèmes financiers persistants.

Le FC Barcelone peut pousser un soupir de soulagement. Moins de 24 heures après que la commission de suivi de la Liga a décidé d'invalider les licences de Dani Olmo et Pau Victor, le Conseil Supérieur du Sport espagnol (CSD) a annulé cette mesure. Dans un communiqué publié jeudi dernier, l'institution a jugé que la commission « n'avait pas la compétence pour prendre une telle décision », son rôle se limitant à surveiller l'application des accords entre la Liga et la fédération espagnole.

Ce nouvel épisode ramène à la lumière une affaire débutée en janvier. À cette époque, les deux joueurs s'étaient vus refuser leur inscription officielle par les autorités sportives espagnoles. Le CSD était déjà intervenu en urgence pour permettre à Olmo et Victor de porter les couleurs blaugranas.

En réaffirmant aujourd'hui leur éligibilité, l'instance met fin – du moins provisoirement – à une incertitude administrative pesante sur le club catalan. Pour autant, la situation économique du Barça reste fragile. Le CSD précise que son intervention ne concerne en rien le contrôle financier exercé par la Liga. Le club est donc toujours soumis aux restrictions liées au fair-play financier, notamment un abaissement du seuil salarial applicable en cas de manquement. Autrement dit, si l'avenir sportif des deux joueurs est assuré, les contraintes économiques continuent de menacer les mouvements futurs du club.

### UN RETOUR PROGRESSIF SUR LE TERRAIN

Côté sportif, Pau Victor (23 ans) n'a pas été utilisé lors du



récent choc face à l'Atlético de Madrid. Quant à Dani Olmo, il n'était même pas convoqué, en raison d'une blessure à l'adducteur droit qui le tiendra écarté pendant environ trois semaines. L'ancien joueur de Leipzig s'est pourtant montré précieux cette saison avec sept buts et deux passes décisives, dont un penalty transformé contre Osasuna lors de la victoire 3-0 en match en

retard de la 27e journée.

À l'approche du sprint final, Xavi pourra bientôt compter sur le retour de son milieu offensif, mais devra rester vigilant face aux limites imposées par la gestion économique du club.

Le terrain est dédagé pour Olmo et Victor... mais les finances du Barça, elles, restent toujours sous haute surveillance. M. A. T.

COURTOIS ET LUNIN BLESSÉS

## Le Real Madrid n'a plus de gardien !

Terrible nouvelle pour la Casa Blanca. Alors que Thibaut Courtois n'est toujours pas remis sur pied, sa doublure, Andriy Lunin, s'est blessée contre la Real Sociedad. Résultat : les Merengues ont perdu leurs deux gardiens à 48h d'un match crucial à Valence et à quelques jours du quart de finale aller de C1 face à Arsenal.

C'est la tuile pour le Real Madrid. Après avoir réussi à se qualifier aux forces pour la finale de la Coupe du Roi, les hommes de Carlo Ancelotti sont embarqués dans un marathon durant lequel ils n'auront pas le droit à l'erreur. Dans deux jours, ils se rendront à Valence avec l'objectif de ne pas laisser le FC Barcelone filer en tête du classement (trois points de retard). Et dans cinq jours, c'est Arsenal qui se présentera devant les coéquipiers de Kylian Mbappé pour le compte des quarts de finale de la Ligue des Champions.

Seul problème : le Real Madrid pourrait disputer ces deux rencontres cruciales sans ses deux gardiens Thibaut Courtois et Andriy Lunin ! Le premier est blessé musculairement depuis la trêve internationale. Ancelotti avait indiqué que le Belge serait vite remis, mais ce dernier a été écarté pour le match face à la Real Sociedad et la Cadena COPE assure qu'il est incertain pour le choc à Valence. De quoi



mettre en doute sa présence à l'Emirates mercredi prochain ? Il vaudrait mieux pour les Merengues qu'il soit là.

LIVERPOOL

## Mohamed Salah va prolonger !

Libre de tout contrat à la fin de la saison, l'attaquant égyptien a fait duré le suspens concernant son avenir chez les Reds. Mais il va bien rempiler. Liverpool a de sacrés maux de tête à l'approche de la fin de la saison, mais pas vraiment sur le plan sportif. En route pour le triplé, le club de la Mersey a finalement été sorti de la Ligue des Champions et des coupes nationales.

Avec neuf points d'avance sur Arsenal au classement, Liverpool devrait logiquement remporter la Premier League. Mais en coulisses, les pensionnaires d'Anfield ont des sueurs froides, car trois piliers de l'équipe d'Arne Slot

seront libres de tout contrat le 1er juillet prochain : Virgil van Dijk (33 ans), Trent Alexander-Arnold (26 ans) et Mohamed Salah (32 ans).

Concernant Van Dijk, le défenseur batave a déjà formulé son envie de rester chez les Reds et le jeu des négociations bat son plein.

Pour ce qui est de TAA, la partie semble perdue pour Liverpool. En Espagne, tous les médias s'accordent à dire que le latéral droit anglais est le successeur désigné de Dani Carvajal et arrivera gratuitement au Real Madrid. Enfin, pour le cas Salah, l'Égyptien (32 ans, 22 passes décisives en 43 matches cette saison) a multiplié les annonces chocs. Le 3 janvier

dernier, il lâchait une bombe sur Skysports.

### SALAH, UNE DÉCENNIE CHEZ LES REDS ?

« Je veux gagner la Premier League. C'est probablement parce que nous n'avons pas célébré notre victoire comme nous le souhaitions en 2020 (en raison du COVID) et aussi, parce que c'est ma dernière année dans le club, donc on veut faire quelque chose de spécial pour la ville. » S'en sont suivis des rumeurs annonçant l'intérêt de plusieurs équipes réputées telles que le Paris Saint-Germain, le FC Barcelone ou encore Al-Hilal. La presse anglaise assurait également qu'Ademola Look-

man avait même été identifié comme le successeur de Salah.

Depuis, les choses ont évolué. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de vous affirmer que Mohamed Salah va bel et bien poursuivre l'aventure sur les bords de la Mersey. Dernièrement, le Daily Mail indiquait que les négociations entre Liverpool et l'agent du joueur avaient bien avancé. Une tendance qui se confirme puisque, selon Footmercato, Salah est tout proche de signer un contrat de deux ans, ce qui le ferait rester chez les Reds pendant 10 ans. Aucun détail sur le salaire n'a filtré, mais l'Égyptien est en passe d'obtenir ce qu'il désirait depuis plusieurs mois.

LIVERPOOL

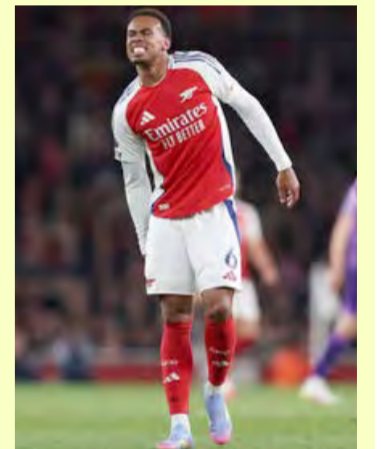
## Araujo pour l'après-Van Dijk

En fin de contrat en juin prochain, Virgil van Dijk (33 ans, 42 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison) n'est pas certain de rester à Liverpool. Selon El Nacional, l'entraîneur des Reds, Arne Slot, a soumis le nom de Ronald Araujo (26 ans, 14 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) en cas de départ de son capitaine.

Relativement peu utilisé par Hans-Dieter Flick depuis son retour de blessure, en décembre dernier, le défenseur polyvalent uruguayen a récemment prolongé jusqu'en juin 2031 avec le club catalan et dispose d'une valeur marchande estimée à au moins 50 millions d'euros. Une approche concrète du futur champion d'Angleterre peut-elle le convaincre de mettre les voiles ?

ARSENAL

## Gabriel forfait pour le reste de la saison



Le défenseur brésilien d'Arsenal, Gabriel, va subir une intervention chirurgicale aux ischio-jambiers qui le rendra indisponible pour le reste de la saison, a annoncé jeudi le club de Londonie de Premier League, prochain adversaire du Real Madrid en Ligue des champions. Il s'agit d'un coup dur de plus pour l'entraîneur Mikel Arteta, déjà privé de Ben White, Takehiro Tomiyasu et Riccardo Calafiori dans le secteur défensif, et de Gabriel Jesus et Kai Havertz devant. Gabriel s'est blessé lors d'une course défensive effectuée contre Fulham (2-1), mardi, et a été contraint de sortir immédiatement, faisant craindre le pire au staff des "Gunners". Le club anglais a confirmé jeudi dans un communiqué que le Brésilien allait devoir subir "une intervention chirurgicale au niveau de son ischio-jambier dans les prochains jours", avec pour objectif "d'être prêt pour le début de la saison prochaine". Ce contre-coup tombe au plus mal pour Arsenal, encore à la lutte pour le titre en Premier League malgré douze points de retard sur Liverpool, et toujours en lice en Ligue des champions. Les Londoniens affrontent le Real Madrid en quarts de finale, avec la manche aller prévue mardi prochain à domicile. L'international brésilien de 27 ans offrait un atout remarquable à Arsenal sur les coups de pied offensifs, une des armes favorites des "Gunners".





EN PLUS D'ÊTRE À L'ORIGINE D'OBÉSITÉ

# Des études révèlent que les boissons gazeuses augmentent le risque de dépression

Très prisées par les consommateurs notamment les jeunes générations, les boissons gazeuses toutes marques confondues, sont pourtant très mauvaises pour la santé, en raison surtout de leur fortes concentration en sucre.

**E**n effet, derrière une simple canette de soda se cachent quatre morceaux et demi de sucre, soit 28 g, de quoi dépasser la quantité journalière de 25 g recommandée par l'OMS. En plus de favoriser l'obésité, la consommation de ces boissons extrêmement sucrées augmenterait le risque de souffrir de dépression.

À partir de quelle quantité de soda hebdomadaire peut-on souffrir de dépression ?

Si vous ne buvez qu'un seul soda par semaine, vous augmentez déjà vos risques de souffrir de symptômes dépressifs. En 2023, les chercheurs de la Sung kyunkwan University, en Corée du Sud, se sont penchés sur la corrélation entre la consommation de boissons gazeuses sucrées et la santé mentale. Sur les 87 000 personnes étudiées, un tiers d'entre elles consommait des sodas plus d'une fois par semaine. Le résultat parle de lui-même : «Il est surprenant de constater que même le groupe qui consommait des boissons gazeuses sucrées au moins une fois par semaine présentait une fréquence plus élevée de symptômes dépressifs que le groupe qui n'en buvait pas du tout», relate Ju Young-Jung, coauteur de l'étude sur le sujet et chercheur à l'hôpital Kangbuk Samsung de l'Université Sungkyunkwan en Corée du Sud. Selon les scientifiques, la consommation de boissons gazeuses sucrées favorise une résistance à l'insuline et des pics de glycémie, qui ont un impact à long terme sur la santé mentale. En plus d'augmenter le risque de dépression, la caféine contenue dans les sodas pourrait avoir d'autres répercussions tout aussi graves sur le développement des enfants. «Nos résultats suggèrent que la consommation quotidienne de boissons gazeuses contenant de la caféine chez les enfants est un facteur prédictif de la consommation de substances dans un avenir proche», précise Mina Kwon, diplômée en psychologie à l'Université nationale de Séoul et autrice principale de l'étude. Peu importe l'âge que l'on a, il est préférable de troquer son soda contre une boisson désaltérante, sans sucre ni caféine.

## Que se passe-t-il dans le corps quand on arrête les sodas ?

Lorsque vous décidez d'arrê-



ter de boire des sodas tous les jours, votre corps commence à subir plusieurs changements positifs. Ces effets bénéfiques se manifestent sur le plan physique, mental et émotionnel, contribuant à une amélioration globale de votre bien-être.

### 1. Une réduction rapide de la consommation de sucre

Les sodas sont extrêmement riches en sucre, avec une canette de 330 ml contenant souvent plus de 35 grammes de sucre, soit environ 7 cuillères à café. En cessant de boire des sodas quotidiennement, vous réduisez immédiatement votre consommation de sucre ajouté, ce qui a des effets positifs immédiats sur votre santé. Cela diminue le risque de diabète et réduit les pics de glycémie car en éliminant les sodas, la glycémie se stabilise.

### 2. Perte de poids progressive

L'un des effets les plus visibles de l'arrêt des sodas est la perte de poids. Le sucre ajouté dans les sodas contribue directement à un apport calorique excessif, ce qui peut entraîner une prise de poids.

### 3. Amélioration de la santé bucco-dentaire

Les sodas sont acides et riches en sucre, deux facteurs qui peuvent gravement endommager vos dents. En arrêtant de boire des sodas, vous améliorez la santé de vos dents et de vos gencives.

### 4. Amélioration de la santé cardiovasculaire

La consommation régulière de sodas est associée à un risque accru de maladies cardiovasculaires. L'arrêt de cette habitude peut avoir un impact positif sur votre santé cardiaque.

### 5. Meilleure hydratation

Les sodas ne sont pas des boissons hydratantes. En fait, leur teneur élevée en sucre et en sodium peut entraîner une déshydratation. En remplaçant les sodas par de l'eau ou des boissons non sucrées, vous améliorez votre hydratation. Les sodas peuvent surcharger les reins et contribuer à la formation de calculs rénaux. En arrêtant de boire des sodas et en buvant plus d'eau, vous aidez vos reins à fonctionner de manière plus efficace.

### 6. Stabilisation de l'humeur et de l'énergie

Les fluctuations de la glycémie causées par la consommation de sodas peuvent affecter votre humeur et votre niveau

d'énergie. Équilibre émotionnel : Les hauts et les bas de la glycémie peuvent provoquer des sautes d'humeur, de l'irritabilité et de l'anxiété. En éliminant les sodas, vous stabilisez votre glycémie et favorisez un équilibre émotionnel plus stable.

### 7. Amélioration de la santé intestinale

Les sodas, en particulier ceux qui contiennent des édulcorants artificiels, peuvent perturber l'équilibre des bactéries intestinales. Arrêter les sodas peut avoir un effet positif sur votre microbiote.

#### A retenir :

Il faut dire, en fin, qu'arrêter de boire des sodas tous les jours peut avoir de nombreux effets positifs sur votre corps et votre santé globale.

Qu'il s'agisse de perdre du poids, d'améliorer la santé de vos dents, de stabiliser votre humeur, ou de réduire les risques de maladies chroniques, les bénéfices sont nombreux. En remplaçant les sodas par des alternatives plus saines comme l'eau, les tisanes, ou les jus de fruits naturels, vous faites un pas important vers un mode de vie plus sain et plus équilibré.

Ania N.

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ :

## «Une bonne santé à la naissance pour un avenir plein d'espoir»



**A** l'occasion de la journée mondiale de la santé, célébrée le 07 avril de chaque année, une campagne d'une durée d'un an sera lancée sur la santé maternelle et néonatale, a fait savoir l'OMS dans un communiqué. Intitulée : «une bonne santé à la naissance pour un avenir plein d'espoir», cette campagne sera l'occasion d'inviter les gouvernements et le monde de la santé à redoubler d'efforts pour mettre fin aux décès maternels et néonataux évitables, et à privilégier la santé et le bien-être des femmes à plus long terme.

### AIDER CHAQUE FEMME ET CHAQUE NOURRISSON À SURVIVRE ET À S'ÉPANOUIR

Selon la même source, «cette tâche est essentielle, près de 300 000 femmes perdent la vie à la suite de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement chaque année, tandis que plus de 2 millions de nourrissons meurent avant l'âge de 1 mois et que l'on compte aussi environ 2 millions d'enfants mort-nés». Soulignant que, «cela représente près de 1 décès évitable toutes les 7 secondes». Sur la base des tendances actuelles, 4 pays sur 5 ne sont pas en voie d'atteindre les cibles consistant à améliorer la survie de la mère d'ici 2030, ce qui est accablant.

### ÊTRE À L'ÉCOUTE DES FEMMES ET SOUTENIR LES FAMILLES

A cet effet, l'OMS appelle au soutien physique et émotionnel de la femme, avant, pendant et après l'accouchement. Notant que, «les systèmes de santé doivent évoluer de manière à gérer les nombreux problèmes de santé qui ont un impact sur la santé de la mère et du nouveau-né». Il s'agit non seulement de complications obstétricales directes, mais aussi de problèmes de santé mentale, de maladies non transmissibles et de planification familiale, a conclu la source.

L. Zeggane

LA MAMAN APRÈS L'ACCOUCHEMENT :

## Une étape à ne pas négliger

**A**voir un bébé peut être un moment heureux et merveilleux, mais cela peut aussi apporter des séquelles physiques et psychologiques à long terme, dans ce cadre il est primordial que la maman prenne soin d'elle juste après l'arrivée du bébé.

Conseils pour prendre soin de votre corps et de votre esprit :

Boire beaucoup d'eau, surtout pour l'allaitement

Se reposer quand votre bébé dort

Manger une variété d'aliments sains chaque jour

Intégrer l'activité physique chaque jour, et commencer par faire une promenade avec votre bébé tous les jours.

Demander de l'aide si besoin, accepter de l'aide lorsque quelqu'un le propose.



Prendre du temps pour soi-même. Parler à son partenaire, à sa famille et aux amis de ses sentiments.

Dans les premiers jours et les premières semaines, maman et bébé ont besoin de temps pour apprendre à se connaître, il est normal de se sentir émotive, Certains jours peuvent être plus faciles que d'autres.

### Changements du corps après la naissance :

Le corps continu de changer après la naissance de bébé, certains changements sont physiques et d'autres émotionnels, cela peut vous prendre de 4 à 6 semaines ou plus avant de retrouver le physique d'avant, il est donc essentiel de s'accorder du temps et de la bienveillance dans ce processus de récupération.

L. Z.

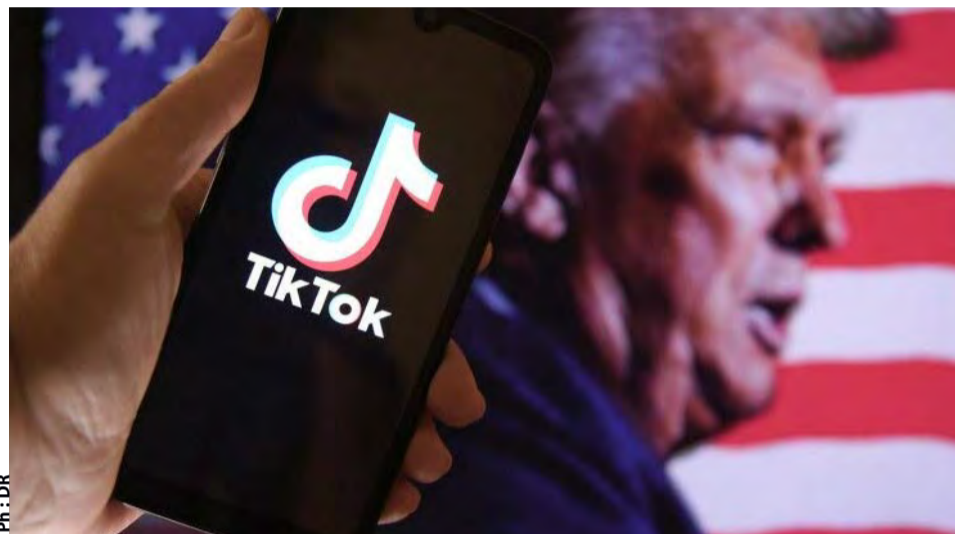


ENTRE INTERDICTION ET RACHAT FORCÉ

# L'avenir incertain de TikTok aux États-Unis

*L'application chinoise TikTok est au cœur d'une bataille politique et économique aux États-Unis, alors que la loi récemment adoptée par le Congrès impose à ByteDance, sa maison-mère, de céder ses parts américaines sous peine d'interdiction.*

Cette situation inédite soulève des questions sur l'avenir du réseau social et l'influence des tensions géopolitiques sur le secteur du numérique. Face à cette menace d'interdiction, plusieurs acheteurs potentiels se manifestent pour prendre le contrôle de TikTok aux États-Unis. Parmi eux, un "consortium du peuple" dirigé par Alexis Ohanian, cofondateur de Reddit, et Tim Berners-Lee, père du Web, ambitionne de racheter l'application afin de la placer sous contrôle américain tout en garantissant la protection des données des utilisateurs. Un autre groupe d'investisseurs, incluant Jesse Tinsley, fondateur d'Employer.com, et le célèbre YouTubeur MrBeast, travaille également sur une offre de rachat. L'objectif de ces initiatives est d'empêcher une interdiction tout en répondant aux préoccupations sécuritaires mises en avant par Washington. Les géants de la tech ne restent pas en marge de cette lutte. Microsoft, Oracle et Amazon ont exprimé leur intérêt pour TikTok, voyant en cette acquisition une opportunité stratégique. L'application, qui compte des millions d'utilisateurs aux États-Unis, est particulièrement convoitée pour son algorithme puissant et son influence massive



sur les tendances numériques. L'administration américaine justifie cette pression par des raisons de sécurité nationale. Washington accuse TikTok de représenter une menace, affirmant que l'application pourrait servir d'outil d'espionnage au profit du gouvernement chinois.

## UN ENJEU DE SÉCURITÉ NATIONALE

De son côté, Pékin rejette catégoriquement ces accusations et refuse toute cession forcée, menaçant de bloquer l'opération. Face à ces tensions, une solution hybride est envisagée. Celle-ci permettrait à ByteDance de conserver une participation minoritaire dans TikTok tout en plaçant l'entreprise sous supervision américaine. Cette option viserait à

concilier les intérêts des parties prenantes tout en rassurant les autorités sur la gestion des données des utilisateurs. Au-delà du cas TikTok, cette crise pourrait créer un précédent majeur pour les plateformes numériques étrangères opérant aux États-Unis. Si l'interdiction ou le rachat forcé de TikTok venait à se concrétiser, d'autres applications chinoises ou étrangères pourraient être confrontées à des restrictions similaires. Ce bras de fer illustre l'escalade des tensions entre Washington et Pékin dans le domaine technologique. L'issue de cette affaire déterminera non seulement l'avenir de TikTok sur le marché américain, mais aussi les règles du jeu pour les entreprises numériques évoluant dans un contexte géopolitique de plus en plus polarisé.

UN CHANGEMENT DE STRATÉGIE INÉVITABLE

## Apple face aux nouvelles taxes de Trump

Depuis son retour sur la scène politique, Donald Trump a réintroduit les "tarifications réciproques", une série de taxes visant à pénaliser les importations de produits chinois. Parmi les entreprises les plus affectées, Apple se trouve en première ligne, son assemblage restant fortement dépendant de la Chine, où près de 80 % de sa production est encore réalisée.

Face à cette menace financière, le géant technologique est contraint de repenser sa chaîne d'approvisionnement pour minimiser l'impact de ces nouvelles mesures. Pour atténuer les effets de ces taxes, Apple accélère son expansion en dehors de la Chine. L'Inde s'impose comme un acteur clé dans cette réorganisation, avec une production d'iPhones qui devrait atteindre 25 % d'ici la fin de l'année. Les ambitions de la marque à la pomme sur ce marché émergent ne se limitent pas à l'assemblage, mais s'étendent également à l'ouverture d'Apple Stores et à l'implantation d'un écosystème de fournisseurs locaux. Parallèlement, le Vietnam se positionne comme un autre maillon stratégique de cette transition industrielle. Le pays accueille déjà la production d'Apple Watch et d'iPads, et pour-

rait voir son rôle s'élargir à d'autres produits à l'avenir. D'autres nations, comme la Malaisie et la Thaïlande, sont également en cours d'intégration dans la nouvelle logistique d'Apple, diversifiant ainsi ses bases manufacturières pour réduire la dépendance à la Chine. Malgré la pression exercée par les politiques protectionnistes, un retour massif de l'assemblage d'Apple aux États-Unis reste improbable. L'entreprise a certes annoncé un investissement colossal de 500 milliards de dollars pour un centre d'intelligence artificielle au

Texas, mais les coûts de production sur le sol américain demeurent largement supérieurs à ceux pratiqués en Asie. Les infrastructures et la main-d'œuvre nécessaires pour un retour à grande échelle ne sont pas adaptées aux impératifs de rentabilité de la marque. L'impact de cette réorganisation se fera inévitablement sentir sur les prix des produits Apple. Si l'entreprise parvient à optimiser sa production en Inde et au Vietnam, elle pourrait limiter les hausses tarifaires pour les consommateurs. Toutefois, la transition d'une chaîne d'approvi-

sionnement aussi massive ne se fait pas sans heurts, et les coûts liés à cette restructuration risquent de se répercuter sur les étiquettes des futurs appareils. L'avenir dira si cette stratégie permettra à Apple de compenser efficacement les nouvelles taxes imposées par l'administration Trump sans impacter drastiquement son modèle économique. Une chose est sûre : la pomme entre dans une phase de transformation inédite, avec des enjeux industriels et financiers déterminants pour sa compétitivité sur le long terme.

## CYBERSÉCURITÉ

### Oracle frappée par une deuxième cyberattaque en un mois

Oracle, géant mondial des solutions cloud et des bases de données, fait face à une nouvelle attaque informatique, la deuxième en l'espace d'un mois. Cette fois, les cybercriminels ont réussi à infiltrer d'anciennes bases de données, accédant à des informations de connexion obsolètes.

Si l'entreprise assure que ces données ne représentent pas un danger immédiat pour ses clients, la répétition de ces incidents soulève des inquiétudes sur la vulnérabilité des infrastructures cloud. Dès la découverte de l'attaque, Oracle a alerté les autorités compétentes et renforcé ses mesures de cybersécurité pour éviter toute exploitation supplémentaire de ses systèmes. Une enquête conjointe menée par le FBI et la société de cybersécurité CrowdStrike est en cours afin d'identifier les auteurs de l'intrusion et de comprendre leurs motivations. Bien que les premières analyses indiquent que seules des bases de données contenant des identifiants obsolètes ont été compromises, les experts en sécurité s'interrogent sur les failles exploitées par les hackers et sur la capacité d'Oracle à sécuriser l'ensemble de son infrastructure. Cet incident met en lumière les défis auxquels sont confrontés les fournisseurs de services cloud.

## WORLD TECH

UN NOUVEAU SMARTPHONE EN PRÉPARATION ?

### Le retour inattendu de BlackBerry

Après des années de silence, BlackBerry pourrait bien faire son grand retour sur le marché du smartphone. Une startup britannique serait en train de développer un nouvel appareil sous la marque iconique, combinant un clavier physique et les technologies modernes. Selon les premières fuites, l'appareil disposerait d'un écran AMOLED, de 12 Go de RAM et d'un stockage allant jusqu'à 512 Go. Il fonctionnerait sous Android 15 et intégrerait des fonctionnalités avancées d'intelligence artificielle, notamment en matière de sécurité et de productivité. Reste à voir si ce projet verra réellement le jour, d'autant que BlackBerry avait abandonné le marché du smartphone en 2022 pour se concentrer sur la cybersécurité et les logiciels d'entreprise.

## ASTUCE TECH

### Comment optimiser le stockage de son smartphone ?

Votre téléphone vous alerte sans cesse avec le message frustrant "Espace de stockage insuffisant" ? Ce problème courant peut ralentir votre appareil et nuire à son bon fonctionnement. Heureusement, quelques astuces simples permettent de libérer de la mémoire et d'optimiser les performances de votre smartphone. Les services de cloud comme Google Photos et iCloud offrent une solution efficace pour stocker vos images et vidéos sans encombrer la mémoire de votre téléphone. En activant la sauvegarde automatique, vous pouvez supprimer les fichiers déjà enregistrés en ligne pour libérer de l'espace. Certaines applications accumulent des fichiers temporaires inutiles qui prennent une place considérable. Pour y remédier, rendez-vous dans les paramètres de votre smartphone, sélectionnez les applications concernées et effacez leur cache. Cela permettra de libérer de l'espace sans perdre vos données personnelles. Les fichiers téléchargés, souvent oubliés, peuvent occuper une part importante du stockage. Pensez à vérifier régulièrement votre dossier de téléchargements et à supprimer les documents, vidéos ou images dont vous n'avez plus besoin. Les vidéos et photos en haute définition sont parmi les fichiers les plus gourmands en espace. Pour éviter qu'ils saturent votre téléphone, envisagez de les stocker sur un disque dur externe, une clé USB ou une carte SD si votre appareil le permet. En appliquant ces conseils, vous prolongerez la durée de vie de votre smartphone et éviterez les ralentissements inutiles. Un téléphone avec plus d'espace disponible fonctionnera de manière plus fluide et vous offrira une meilleure expérience d'utilisation au quotidien.



PLUSIEURS DIZAINES DE TERRORISTES "NEUTRALISÉS" AU BURKINA FASO

# Rencontre entre Les MAE des pays de l'AES et leur homologue russe à Moscou

Plusieurs dizaines de terroristes ont été "neutralisés" au cours des deux dernières semaines par les Forces de défense et de sécurité dans plusieurs localités du Burkina Faso, a rapporté mercredi la presse locale.

Citant l'armée, l'Agence d'information du Burkina (AIB) a expliqué que les Forces de défense et de sécurité ont procédé à des destructions de bases terroristes, l'élimination de cadres et la récupération d'une grande quantité de matériel de guerre. La même source souligne que le mois de mars 2025 a été marqué par une intensification des opérations militaires effectuées notamment dans les régions du Centre-Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun, qui ont permis de "neutraliser" plusieurs dizaines de terroristes sur l'ensemble du territoire. Les images de ces opérations ont également été diffusées mercredi soir par la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB, télévision publique).

## RÉUNION AES-RUSSIE À MOSCOU ET LA PROCHAINE SE TIENDRA EN AFRIQUE

Par ailleurs, à l'issue d'un entretien entre les ministres des Affaires étrangères russe et burkinabè à Moscou, jeudi dernier, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov a réaffirmé Moscou « est prêt à soutenir » le Burkina Faso pour garantir sa sécurité, rapportent les médias locaux et russes. Indiquant que le ministre russe a déclaré que son pays « aidera également le pays à résoudre ses problèmes



socio-économiques», la même source a indiqué que les deux parties ont exprimé leur « l'intention d'approfondir leur dialogue politique et de renforcer la coordination en matière de politique étrangère ». Autre sujet abordé entre les deux ministres, la coopération bilatérale entre Le Burkina Faso et la Russie, notamment « dans les domaines commercial, économique, humanitaire et culturel ». Il est à noter en ce même jour, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait tenu à Moscou « des entretiens quadripartites avec les chefs des diplomaties du Burkina Faso, du Mali et du Niger », pays formant pour rappel, l'Alliance des États du Sahel

(AES). La prochaine réunion ministérielle AES Russie se tiendra en Afrique, selon la diplomatie russe. Le MAE Russe S. Lavrov a annoncé, jeudi que la prochaine rencontre entre les pays composant l'AES et la Russie aura lieu dans l'un de ces pays africain, confirmant par la même occasion que « La disposition de Moscou à aider la Confédération des États du Sahel à mener une politique indépendante et à créer une nouvelle architecture de sécurité régionale reposant sur ses propres forces » a indiqué le communiqué du ministère des affaires étrangères russe.

R. I.

L'ONU SUR LA SITUATION EN SOMALIE

## 110.000 personnes déplacées en raison des combats

Les affrontements armés dans le nord-est et le centre de la Somalie ont conduit au déplacement d'au moins 110.000 personnes, a annoncé le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH). Les récents combats dans l'Etat du Puntland, dans le nord-est de la Somalie, ainsi que dans les régions de Middle et Lower Shabelle, dans le centre du pays, ont forcé au moins 110.000 personnes à quitter leur domicile, a indiqué l'OCHA. Dans plusieurs autres régions, des dizaines de milliers de personnes ont également été déplacées ces derniers mois en raison des affrontements persistants entre clans. Le BCAH précise que, outre les violences, les déplacements de population sont également liés aux conditions climatiques, notamment à une sécheresse prolongée et à des précipitations inférieures aux prévisions dans plusieurs régions. Selon les experts du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), environ 4,6 millions de Somaliens pourraient être confrontés à un niveau élevé d'insécurité alimentaire d'ici juin. On

estime que 1,8 million d'enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë cette année et nécessiteront un traitement d'urgence. Le BCAH a prévenu que les besoins humanitaires en Somalie augmentent, tandis que les financements pour l'aide diminuent rapidement. Les

agences humanitaires sont contraintes de réduire, voire de suspendre, leurs interventions et de concentrer les ressources disponibles sur les populations les plus vulnérables. Cette année, environ un tiers de la population somalienne, soit près de 6 millions de personnes, a besoin d'une

aide humanitaire. Cependant, l'appel des Nations unies pour mobiliser 1,42 milliard de dollars en faveur de la Somalie n'a été financé qu'à hauteur de 9%. A ce jour, seuls 131 millions de dollars ont été collectés.

R. I.

MOZAMBIQUE

## Le Parlement adopte une loi en vue d'une réconciliation nationale

Le parlement mozambicain a adopté à l'unanimité, une loi visant à restaurer la paix et jeter les bases d'une réconciliation nationale après plusieurs mois de manifestations liées à l'élection présidentielle contestée du 9 octobre dernier, qui a fait au moins 360 morts, ont rapporté jeudi des médias locaux. La loi sur l'Engagement politique pour un Dialogue National Inclusif, adoptée mercredi, par les 250 membres du parlement, prévoit la révision de la constitution et des pouvoirs présidentiels, ainsi que des pardons pour les personnes condamnées suite aux troubles post-électorales. Qualifiée de "tournant historique" par la classe politique, la loi s'appuie sur un accord signé le 5 mars entre le président Daniel Chapo et tous les partis politiques, et soumis au parlement pour examen. Eduardo Mulembwe, ministre d'Etat chargé des affaires parlementaires, locales et provinciales, a déclaré

que cette loi "permettrait aux citoyens de voyager, en toute paix et sécurité, sur toutes les routes, sentiers, pistes et raccourcis. "De son côté, Felix Silvia, leader du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), au pouvoir, a affirmé que la loi offrirait l'opportunité de contribuer à la "mission de renouvellement et de rétablissement des bases du Mozambique, en mettant notre pays et les intérêts des Mozambicains au premier plan.". Le 23 mars, Chapo a rencontré pour la première fois son principal rival, Venancio Mondlane, ancien candidat à la présidentielle, depuis l'élection. Les deux rivaux se sont engagés à collaborer pour mettre fin à la violence, un développement salué par les analystes politiques comme une étape importante pour renforcer la réconciliation et instaurer un environnement politique stable dans le pays.

R. I.

SOUDAN DU SUD

## 30 morts dans des heurts dans une ville du nord

Au moins trente personnes ont été tuées dans des heurts qui se sont produits dans une localité du nord du Soudan du Sud brièvement envahie par un groupe de jeunes gens armés à la suite d'un vol de bétail, a indiqué jeudi un responsable local. Les incidents dans le nord de la zone administrative de Ruweng ont commencé en début de semaine lorsque des jeunes armés ont volé des agneaux avant d'être chassés par les forces de sécurité, a déclaré Simon Chol Mialith, ministre local de l'Information. Le jour suivant, a-t-il indiqué, le groupe est revenu en nombre et a attaqué la localité d'Abiemnom. "Des jeunes et les forces de sécurité ont tenté de défendre la ville mais ils ont été débordés par les jeunes armés", a-t-il ajouté. Mercredi, les Forces de défense du peuple du Soudan du Sud (SSPDF) ont chassé le groupe armé et le calme est revenu, a déclaré M. Mialith. "Il y a trente morts et une quarantaine de blessés", a-t-il dit, sans plus de précisions. Les affrontements entre bergers et communautés agricoles sédentaires sont fréquents au Soudan du Sud.

R. I.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU MAROC

## Le défenseur des droits humains l'historien Maâti Monjib entame une nouvelle grève de la faim

L'historien et défenseur marocain des droits humains, Maâti Monjib, a annoncé jeudi avoir entamé une nouvelle grève de la faim pour protester contre son interdiction de quitter le pays. "J'entame une grève de la faim après avoir été illégalement empêché de voyager. J'étais invité par l'Université de la Sorbonne pour donner une conférence", a écrit M. Monjib sur les réseaux sociaux. "Je rappelle au public qu'il m'est interdit de voyager depuis 2020 et que ma voiture, ma maison et mon compte bancaire sont bloqués depuis plus de quatre ans", a-t-il ajouté dans sa publication. Il avait déjà observé une grève de la faim en octobre 2022 après avoir été interdit de quitter le territoire marocain. M. Monjib a également affirmé que sa suspension de son poste universitaire, datant de 2023, n'a toujours pas été levée "malgré (ses) demandes répétées".

R. I.

NIGERIA

## Au moins 48 morts dans des attaques de villages

Au moins 48 personnes ont été tuées mercredi dans une série d'attaques de villages dans le centre du Nigeria, selon un nouveau bilan communiqué hier, par le gouvernement local et la Croix-Rouge. "Nous avons enterré hier plus de 30 personnes", a déclaré un responsable du gouvernement local de l'Etat du Plateau, Farnasum Fuddang, affirmant qu'un total de 48 corps ont été retrouvés après une série d'attaques mercredi. Un responsable de la Croix-Rouge a évoqué un bilan "dépassant les 40 morts, pour la plupart des femmes et des enfants". Un précédent bilan faisait état de dix morts. Les violences ethniques surviennent fréquemment dans l'Etat du Plateau et peuvent être exacerbées par des conflits fonciers entre les éleveurs et les agriculteurs.

R. I.



DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE TRAFIC DE DROGUE EN ITALIE

# Arrestation de 45 personnes dont des Marocains

Quarante-cinq personnes, dont des Marocains, ont été interpellées en Italie dans le cadre d'enquêtes sur des groupes criminels impliqués dans le trafic international de drogues, rapportent jeudi des médias.

C'est le fruit de longues enquêtes menées pendant des années et d'une vaste opération dans plusieurs régions d'Italie, menée par la Direction antimafia du district de Brescia (nord), avec le soutien du Service opérationnel central (SOC). Les autorités avaient reçu 45 mandats d'arrêt, 30 sont des mandats d'arrêt pénitentiaires, 12 des assignations à résidence et 3 des mandats de sursis, selon les médias. Les enquêteurs sont tombés sur deux principaux groupes criminels qui géraient des réseaux de trafic de drogue, l'un dans la province de Brescia et l'autre entretenant des liens étroits avec les familles mafieuses de la Ndrangheta, organisation mafieuse de la région de Calabre, située dans le sud de l'Italie. Le premier groupe criminel disposait d'un réseau bien développé de trafic de cocaïne en provenance de Colombie, la drogue transitant par le Maroc et l'Espagne, tandis que le second groupe, lié aux familles mafieuses de la Ndrangheta, opérait principalement dans la province de Brescia, où il avait installé un centre de stockage de drogue en provenance de l'étranger. En tout, 45 individus, dont des Marocains, ont été arrêtés lors de cette opération. De



plus, les enquêteurs ont saisi plus de 135 kg de cocaïne, 90 kg de cannabis, 3 kg de marijuana et des armes de gros calibre, ainsi que des moyens de transport. Les enquêteurs ont également découvert des méthodes sophistiquées de dissimulation de la drogue, notamment l'utilisation de camions-citernes et d'entrepôts dans des

carrières. Le Maroc est souvent cité quand il s'agit de trafic de drogue vers l'Europe. Selon l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), le Maroc reste le plus grand producteur et exportateur de résine de cannabis au monde, avec une production estimée à plus de 700 tonnes par an. R.I.

## CHOISIS PAR LE PRÉSIDENT ULTRALIBÉRAL JAVIER MILEI Le Sénat argentin rejette deux candidats à la Cour suprême

Le Sénat argentin a rejeté jeudi la nomination de deux magistrats choisis par le président ultralibéral Javier Milei pour siéger à la Cour suprême. M. Milei avait proposé l'an dernier Ariel Lijo et Manuel Garcia-Mansilla pour rejoindre la juridiction, qui dispose de deux sièges vacants sur cinq, libérés en 2021 et 2024. Il avait choisi d'emprunter la voie parlementaire classique mais les deux candidats étaient contestés par une partie de l'opposition argentine. Le Sénat avait rechigné à approuver ces choix et le président Milei avait besoin du soutien de deux tiers de

la chambre haute, où sa formation ne compte que sept représentants, sur 72 sénateurs. En février, faute de décision sénatoriale, Javier Milei avait annoncé nommer les deux juges par décret jusqu'à fin 2025, forçant un examen par le Sénat lors de la session parlementaire suivante en vertu de la Constitution. La présidence avait alors dénoncé l'inertie du Sénat et "une politisation de la justice (qui) est l'une des principales raisons pour lesquelles les Argentins ne disposent pas d'un système judiciaire capable de résoudre leurs problèmes". Dans ce cadre, la Cour suprême a fait prêter ser-

ment à M. Garcia-Mansilla, un universitaire au profil conservateur, opposé à l'avortement. Elle n'a en revanche pas fait de même pour M. Lijo. Jeudi, leur nomination a finalement été rejetée à une large majorité : 44 voix contre M. Lijo et 51 contre M. Garcia-Mansilla. Pouvoir et opposition en Argentine s'accusent régulièrement de politiser et d'instrumentaliser la justice, marquée par un manque de moyens, une lenteur, des dysfonctionnements qui contribuent à une image négative dans l'opinion. Selon un sondage fin 2023, 92% disaient ne pas avoir confiance en la justice. R.I.

CORÉE DU SUD

## Saisie de deux tonnes de cocaïne, la plus importante du pays à ce jour

La Corée du Sud a saisi deux tonnes de cocaïne cachées à bord d'un navire battant pavillon norvégien, ont déclaré les autorités hier, ce qui représente la plus importante saisie de drogue du pays à ce jour. Les garde-côtes sud-coréens ont annoncé avoir trouvé deux tonnes de cocaïne pure à bord d'un navire battant pavillon norvégien parti du Mexique et qui fait escale en Equateur, au Panama et en Chine. La valeur marchande de la saisie a été estimée à mille milliards de wons (697 millions de dollars), selon cette source. L'opération a été lancée après des informations sur une cargaison suspectée de drogue transmises par le FBI et l'HSI, agence fédérale américaine chargée de lutter contre les menaces pour la sécurité nationale du pays. Les garde-côtes et les douanes sud-coréens ont monté une vaste opération "composée d'une équipe de recherche conjointe de 90 officiers (...) ainsi que de deux unités de chiens renifleurs de drogue", ont déclaré les garde-côtes sud-coréens. Après l'arrivée du navire dans un port de la côte est du pays, l'équipe a découvert à bord "un compartiment caché derrière la salle des machines du navire". La drogue était emballée dans 56 sacs, chacun contenant entre 30 et 40 kilos de drogue, ont indiqué les autorités, soit une cargaison totale d'environ deux tonnes. Les tests préliminaires indiquent qu'il s'agit de cocaïne, selon un responsable des garde-côtes. "Cette saisie est la plus importante de l'histoire, environ cinq fois plus importante que le précédent record qui était de 404 kilos de méthamphétamine", a précisé un responsable du service des douanes. R.I.

LE SG DE L'ONU SUR LA BIRMANIE

## « La trêve des combats doit mener rapidement à un dialogue politique »

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a salué jeudi le cessez-le-feu temporaire annoncé par la junte birmane pour faciliter les secours après le séisme dévastateur, appelant à ce qu'il mène "rapidement" à un "dialogue politique sérieux". "Je salue les annonces de cessez-le-feu temporaires. C'est essentiel pour la distribution de l'aide et pour que les secouristes fassent leur travail", a déclaré Antonio Guterres à la presse, appelant aussi la communauté internationale à augmenter l'aide humanitaire pour les victimes du tremblement de terre qui a frappé la Birmanie la semaine dernière. "Mais une fin des combats doit mener rapidement au début d'un dialogue politique et à la libération des prisonniers politiques", a-t-il insisté. "Alors que les communautés à travers la Birmanie s'unissent dans la douleur, il est temps aussi de s'unir derrière une solution politique pour mettre un terme au brutal conflit", a-t-il plaidé, réclamant la fin des violations des droits humains, et un "chemin" vers la

démocratie. "J'appelle à tous les efforts possibles pour transformer ce moment tragique en une opportunité pour la population birmane", a-t-il ajouté. Après le séisme qui a fait plus de 3.000 morts, la junte a annoncé mercredi un cessez-le-feu jusqu'au 22 avril. "Il est temps de se montrer solidaire avec le peuple birman qui souffre depuis longtemps", a plaidé Antonio Guterres, décrivant le paysage "de dévastation et de désespoir absolu" provoqué par le séisme. La communauté internationale doit "renforcer immédiatement les financements absolument nécessaires face à l'ampleur de la crise", a-t-il ainsi réclamé, demandant également un accès "sans entraves" de l'aide humanitaire. Dans ce contexte, le chef du Bureau des opérations humanitaires de l'ONU (Ocha) Tom Fletcher va se rendre vendredi dans le pays, a annoncé le secrétaire général qui va également envoyer dans les jours qui viennent son émissaire Julie Bishop "pour renforcer notre engagement pour la paix et le dialogue". R.I.

DROITS DE DOUANE ANNONCÉS PAR TRUMP

## Le FMI finit par voir un "risque important" pour l'économie mondiale

Les nouveaux droits de douane annoncés par le président Donald Trump sur les importations des Etats-Unis posent "un risque important" à l'économie mondiale, s'est alarmée jeudi la directrice du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva. "Il est important d'éviter des gestes qui pourraient heurter encore davantage l'économie mondiale", a-t-elle déclaré dans un communiqué, alors que les partenaires commerciaux de Washington envisagent de prendre des mesures de représailles contre les surtaxes douanières annoncées mercredi par Donald Trump. "Nous sommes encore en train d'évaluer les implications macroéconomiques des mesures tarifaires annoncées, mais elles constituent manifestement un risque important pour les perspectives mondiales, dans une période de croissance molle", a fait savoir Mme Georgieva. "Nous en appelons aux Etats-Unis et à leurs partenaires commerciaux pour qu'ils travaillent de façon constructive afin de résoudre les tensions commerciales et réduisent les incertitudes", a-t-elle ajouté. Les droits de douane annoncés par Donald Trump, plus élevés qu'anticipé, ont provoqué jeudi une chute du dollar, du pétrole et des marchés boursiers à travers le monde, les places financières anticipant un recul de la croissance et des échanges mondiaux. R.I.

BOLIVIE

## Cinq morts dans une attaque à l'explosif dans une zone minière en conflit

Cinq personnes, dont un bébé, sont mortes jeudi dans l'explosion d'un engin au sein d'une coopérative minière de l'ouest de la Bolivie, où des groupes de mineurs se disputent le contrôle d'un filon d'or, a annoncé le ministère de l'Intérieur. L'explosion s'est produite à Sorata, à 150 kilomètres au nord de La Paz, dans un bâtiment de trois étages qui abritait des équipements et des machines d'extraction d'or. Trois hommes, une femme et un bébé d'un an ont été tués dans l'explosion, selon la police. Six autres personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, a précisé Elmiron Martinez, médecin de l'hôpital où ils ont été conduits. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'engin aurait été placé sur un baril contenant de l'essence et aurait été activé "à distance", a indiqué Jhonny Aguilera, vice-ministre de l'Intérieur, lors d'une conférence de presse. "J'ose dire qu'il s'agit d'un acte terroriste", a-t-il ajouté. Dans cette région aurifère, des affrontements éclatent régulièrement entre groupes de mineurs rivaux attisés par la flambée de 260% du prix du métal au cours de la dernière décennie. En juillet 2024, une explosion lors d'un affrontement dans la même région avait provoqué la mort de deux policiers. En Bolivie, 57,5% de la production minière est entre les mains de coopératives. La plupart des mines d'or se trouvent dans le nord du département de La Paz. R.I.



**Recette du jour**



**Maklouba, Riz Renversé aux Aubergines**

**Ingrédients :**

- 500 gr de viande hachée (agneau)
- 2 grosses aubergines
- 2 pommes de terre
- 3 oignons
- 250 gr de riz basmati
- 2,5 tasses de bouillon de viande (bouillon de poulet pour moi) sinon eau
- 50 gr d'amandes émondées entières
- Sel
- Composition des épices b'har
- 5 graines de cardamome (que j'écrase avec un couteau pour libérer les graines)
- 1 bâtonnet de Cannelle
- 3 Clous de girofle

- 5 grains de kababa
  - Poivre noir
- préparation de la recette

Coupez les aubergines en rondelles (ou en tranches de 1 cm d'épaisseur les saler pour qu'elles dégorgent l'eau. Pendant ce temps, rincez le riz puis le tremper dans de l'eau chaude ajoutant quelques graines de cardamome pendant 15 à 20 minutes (le temps de frire les aubergines et cuire la viande hachée). Faire frire en premier les rondelles de pommes de terre puis essuyez les aubergines.

Refaire la même chose avec les rondelles d'oignons puis réservez chaque légume séparément sur du papier absorbant.

Dans un faitout, faire revenir la viande hachée et les oignons dans un peu d'huile.

Assaisonnez de tout B'har et de sel puis arrosez de bouillon de poulet et laissez cuire. Conservez de la sauce pour la cuisson du riz.

Dans un moule allant au four, disposez 1 couche d'aubergines en les faisant chevaucher, puis les rondelles de pommes de terres toujours en faisant chevaucher.

Ajoutez la viande hachée, tassez un peu puis au tour du riz égoutté, le bouillon restant de la viande.

Couvrir de papier aluminium et passez le plat au four préchauffé pour 20 min environ jusqu'à absorption complète du bouillon et que le riz soit bien cuit.

Laissez reposer une dizaine de minutes avant de démouler.

Une fois retourné, présentez Maklouba avec les oignons frits sur le dessus et un peu de viande (que j'ai mis de côté), mais chacun et chacune est artiste dans sa cuisine n'est ce pas !!

**Gâteau du Jour**

**Paris-Brest traditionnel**

**INGRÉDIENTS**

Pour la pâte :

- 4 gros œufs et 1 jaune
- 65 g de beurre
- 150 g de farine
- 50 g d'amandes effilées
- 1 cuil. à soupe de sucre
- Sel

Pour la crème :

- 1 œuf et 1 jaune
- 25 cl de lait
- 80 g de beurre
- 100 g de sucre en poudre
- 30 g de Maïzena
- 90 g de pâte de praliné
- 25 g de sucre glace

**LA PRÉPARATION DE LA RECETTE**

Préchauffez le four à 180 °C. Préparez la pâte : faites bouillir 25 cl d'eau avec le beurre coupé en morceaux, le sucre et 1 pincée de sel. Dès que le mélange bout, jetez d'un coup la farine et remuez bien. Desséchez la pâte à feu doux pendant environ 2 min.

Incorporez les œufs entiers un à un en mélangeant bien



entre chaque addition. Déposez la pâte sur une plaque tapissée de papier cuisson en lui donnant la forme d'une roue.

Battez le jaune d'œuf dans un bol et badigeonnez la pâte au pinceau. Parsemez d'amandes effilées et enfournez pour 30 min environ. Laissez refroidir sur une grille.

Préparez la crème : portez le lait à frémissement. Battez les œufs avec le sucre et la Maïzena jusqu'à ce que le mélange mousse. Versez le lait en filet sans cesser de fouetter.

Remettez à feu doux en mélangeant doucement pendant environ 5 min, jusqu'à ce que le mélange épaississe. Incorporez le beurre coupé en petits morceaux puis la pâte de praliné. Mélangez bien et laissez refroidir.

Découpez la roue de pâte

à choux à l'horizontale. Garnissez la partie inférieure de crème pralinée à l'aide d'une poche à douille cannelée. Saupoudrez de sucre glace et servez.

**Note du chef**

Vous pouvez remplacer la crème du paris-brest par une crème pâtissière au café.

**Conseil du jour**

**Cessez de penser que vous avez quelque chose à prouver aux autres.**

**Le saviez-vous ?**



Pour enlever l'odeur d'oignon ou d'ail sur les mains, il suffit de frotter ses mains dans l'évier d'acier inoxydable avec du savon à vaisselle.

zeste

**Bon à savoir !**

**MASSAGE QUOTIDIEN VISAGE**

Poser les paumes de mains sur ses joues, presser quelques secondes et relâcher. De même, une main sur le front, une main sur le menton, presser les paumes sur le visage quelques secondes et relâcher. Le drainage lymphatique du visage permet de stimuler les fonctions d'épurations du corps.

**Astuce du jour:**

**Pour les cheveux gras**

Versez 10 gouttes de l'huile essentielle de citron dans le pot de yaourt; Mélangez et appliquez sur l'ensemble de la chevelure; Laissez poser 10 minutes; Puis rincez et procédez à votre shampoing habituel.

**CITATION DU JOUR**

« Le meilleur chemin est toujours celui qui est le plus direct. »

**Le Courrier**

Quotidien national d'information  
Edité par l'Eurl Millénium Presse

**Siège social :**  
Maison de la presse Kouba - Alger  
**R.C. :** N° 01 B 00 151 30  
**Compte bancaire :**  
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

**Directeur de la publication-gérant :**  
Ahmed TOUMIAT  
**Administration-publicité :**  
**Tél. / Fax. :** 023 70 94 27  
**Rédaction :**  
**Tél. :** 023 70 94 35  
023 70 94 22  
023 70 94 30  
023 70 94 31  
**Fax. :** 023 70 94 26  
**Composition :**  
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER  
A : L'Entreprise Nationale de communication,  
d'Édition et de Publicité »  
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.  
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42  
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

**Impression :**  
- Centre : SIA - Est : SIE  
- Ouest : SIO  
**Nos bureaux régionaux**  
**Tizi Ouzou :**  
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine  
Tél. / Fax. : 026 20 20 66  
**Oran :** 6, avenue Khedim Mustapha  
Tél. / Fax. : 041 39 45 73  
**Bouira :** Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble  
Kheerouf -Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction\_courrier@yahoo.fr



"L'ART DE L'ORNEMENTATION AVEC DES BIJOUX EN ARGENT ÉMAILLÉ DE L'HABIT FÉMININ DE LA KABYLIE"

# L'Algérie dépose un dossier auprès de l'Unesco

L'Algérie a déposé par envoi électronique un dossier d'inscription de "l'art de l'ornementation avec des bijoux en argent émaillé de l'habit féminin de la région de Kabylie : fabrication, conception et port" sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Cette démarche intervient dans le cadre "des efforts constants de l'Etat algérien visant à protéger et à valoriser son patrimoine culturel matériel et immatériel", précise le texte. Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou a, ainsi, présidé, dimanche dernier au siège du Centre national des recherches en préhistoire, anthropologie et histoire (CNRPAH) à Alger, la cérémonie de l'envoi électronique du dossier de candidature de l'Algérie pour l'inscription de "l'art de l'ornementation avec des bijoux en argent émaillé de l'habit féminin de la région de Kabylie : fabrication, conception et port" sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco, et ce, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines conformément aux procédures en vigueur, ajoute le communiqué.

Cette nouvelle candidature intervient "en parachèvement des succès obtenus par l'Algérie dans le domaine de l'inscription d'éléments de son patrimoine culturel immatériel auprès de l'Unesco, au nombre de 8 éléments nationaux, le dernier en date étant le +costume festif féminin de l'Est algérien+ dans toute sa com-



Ph: DR

posante gandoura, melhfa et caftan et les bijoux traditionnels assortis", selon la même source. L'Algérie a également inscrit cinq éléments patrimoniaux communs avec des pays arabes et africains, se plaçant ainsi parmi "les pays leaders en matière d'inscription du patrimoine culturel vivant", ce qui confirme son engagement à préserver son identité culturelle et à mettre en avant son patrimoine séculaire à l'échelle mondiale.

Le présent dossier a été préparé à travers la mobilisation d'une équipe de travail élargie regroupant les directions de la Culture et des Arts, les établissements culturels, les musées relevant du ministère de la Culture et des Arts, des chercheurs universitaires, des artistes, des artisans, des ateliers de couture et de confection de bijoux et des associations de la société

civile avec la coordination du CNRPAH, l'objectif étant d'assurer l'opérationnalité de l'Algérie pour le rendez-vous annuel fixé par l'Unesco le 31 mars de chaque année". Le ministère de tutelle veille à parachever le recensement général d'autres éléments patrimoniaux proposés à l'inscription, englobant les genres musicaux algériens des différentes régions du pays, les costumes traditionnels féminins et masculins de la région centre et du Grand sud, a-t-on précisé.

Ces dossiers sont actuellement soumis à l'examen et à la préparation, en prévision de leur dépôt lors des prochaines sessions du comité intergouvernemental du patrimoine immatériel de l'humanité, et ce conformément au système adopté par l'Unesco, permettant à chaque pays de soumettre un seul dossier par an.

ALGER

## Ouverture du troisième Salon des "Games & Comic Con Dzair"

Le troisième Salon des "Games & Comic Con Dzair" (GCCDZ), dédié aux passionnés de comics, mangas, gaming, cinéma et Cosplay, s'est ouvert, jeudi au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger, en présence du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou. Après avoir fait le tour des stands et échangé avec les exposants, M. Ballalou a rappelé l'importance de ce rendez-vous des passionnés de Pop Culture et de "Games & Comic Con", organisé cette année "après l'Aid El-Fitr" a-t-il fait remarquer, faisant l'éloge des jeunes algériens qu'il a qualifiés de "très brillants et compétitifs avec une grande créativité, en matière de jeux vidéos et de nouvelles technologies mises au service du patrimoine culturel".

Le ministre de la Culture et des Arts a souligné l'importance et la nécessité pour ces jeunes de s'imprégner des personnages de nos écoles culturelles et des jeux de société qui s'inspirent de la culture algérienne". Les organisateurs de ce troisième GCCDZ ont prévu un "pro-

gramme prolifique, présentant différentes zones thématiques, dédiées notamment aux exposants (stands de goodies et figurines), au concours Cosplay, sanctionné du prix des meilleurs, costume et performance et d'encouragement, ainsi qu'au Gaming et aux artistes avec une exposition-vente, entre autre", a indiqué Adyl Tandjaoui, co-organisateur de ce troisième

GCCDZ, avec Tamime Taghlit et Sami Amine Nekkache. "Le Comic Con de San Diego aux Etats-Unis d'Amérique étant le plus grand au monde, en Algérie, nous sommes les deuxièmes à l'organiser, après l'Afrique du Sud qui occupe la tête du podium avec le plus grand Salon des Games & Comic Con du continent", a expliqué M. Taghlit. D'autres activités sont également au

programme de cette 3e édition des "Games&Comic Con", avec notamment un espace dédié aux enfants, animé par des ateliers de maquillage, des cours et shows de dessin, les coulisses des créations de costumes et gadgets de cosplay, des Face painting, et la découverte d'espaces de rencontres de collectionneurs de BD.

KHENCHELA

## 73 millions DA pour la réhabilitation de la maison de la culture Ali Souaïhi

Une enveloppe financière de 73 millions DA a été octroyée à la réhabilitation de la maison de la culture Ali Souaïhi de la ville de Khenchela, a-t-on appris auprès du directeur local de la culture et des arts. Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed El Allouani a indiqué qu'"un projet de restauration et de réhabilitation de la maison de la culture Ali Souaïhi sera lancé au terme des procédures administratives et légales nécessaires dans le cadre du programme financé par le ministère de la Culture et des Arts". Le projet comporte, a-t-il précisé, "la création d'une nouvelle façade pour l'établissement, la peinture de toutes ses parties intérieures et extérieures, l'entretien de l'étanchéité, le pavage, la réparation des

réseaux d'eau et d'électricité, la réhabilitation de la salle des spectacles, l'acquisition d'une nouvelle sonorisation", et d'autres travaux. L'objectif de l'opération est de mieux valoriser cette structure de 5.300 m2, l'amélioration des conditions de travail de son personnel et la promotion de ses activités qui attirent professionnels et amateurs dans les divers domaines culturels, a assuré le même responsable. La maison de la culture Ali Souaïhi située au centre-ville de Khenchela a été depuis son ouverture en 2003 le théâtre de diverses activités culturelles et un espace de découverte des talents à travers ces ateliers et structures attirant visiteurs, créateurs, intellectuels et troupes de théâtre, est-il noté.

MILA

## Vers le classement de 7 monuments et vestiges en tant que biens culturels protégés

Sept (7) monuments et vestiges de la wilaya de Mila seront "prochainement" classés en tant que "biens culturels protégés", a-t-on indiqué, jeudi, à la direction de la culture et des arts. Le chef du service du patrimoine culturel, Lazghad Chiaba, a précisé que les dossiers afférents aux biens proposés au classement, à savoir le mausolée de Picatus (vestige romain) et le site archéologique de Kassiria, tous deux dans la commune d'Ain Melouk, les vestiges d'une ferme romaine dotée d'un puits, dans la zone d'Ouled Nezar, dans la commune de Telaghma, et de Ghar El Zema, situé à Djebel Aggab, dans la commune d'Oued Athmania (une grotte contenant des inscriptions antiques). Selon la même source, les dossiers relatifs à ces lieux, "à haute valeur archéologique et historique", seront soumis à la commission de wilaya des biens culturels en vue de leur classement en tant que "biens culturels protégés à inscrire sur l'inventaire supplémentaire en vue de les valoriser et de les protéger". La direction de la culture et des arts de la wilaya de Mila a recensé plus de 400 biens culturels, dont 25 ont été classés en tant que biens culturels protégés, a-t-on rappelé de même source. De plus, des édifices remontant à la période coloniale devraient être également classés, tels que l'église de Chelghoum-Laid, le centre de torture de la commune d'Oued Endja et le "le moulin de Vergès", dans la commune de Mila.

MASCARA

## Lancement de la première édition du festival "Fleurs du théâtre"

La première édition du festival "Fleurs du théâtre", dédié aux enfants, a débuté, jeudi au théâtre régional "Bachir Zaha" de Mascara. Le premier jour de cet événement, organisé à l'initiative de la compagnie théâtrale susmentionnée en coordination avec la direction de la culture et des arts, à l'occasion des vacances scolaires de printemps, a été marqué par la présentation de la pièce intitulée "Les aventures de Marah", produite par la troupe "Kiko" du Théâtre de l'enfance de la commune de Mascara, écrite et mise en scène par Kamel Sahraoui. La pièce raconte l'histoire d'une fille nommée "Marah" qui rêve qu'elle est dans un pays des merveilles, où elle vit de nombreuses aventures avec ses deux amis. Le programme de cet événement culturel, qui dure trois jours, prévoit la présentation de plusieurs spectacles pendant les sessions du matin et de l'après-midi, tels que "Rafiq, un héros de dessin animé" par l'association des activités des jeunes de l'avenir de Mascara, "Ghania et l'innocence sincère" par l'association des arts de la wilaya, et "Le défi" par l'association "Caravane" pour la culture et le théâtre de Mascara, selon les organisateurs. Les enfants auront également droit à des spectacles de divertissement animés par des artistes locaux, ainsi qu'à un concours du meilleur dessin d'un personnage représenté dans les pièces programmées.



## Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

### HORIZONTALEMENT

1 - Intermédiaires - 2 - Interjection - Symbole précieux - Caché - 3 - Plante potagère - 4 - Rejetée - Table pour la messe - 5 - Élément d'une charpente - Clameurs - 6 - Dévoue - Réfléchi - 7 - Encouragement d'arène - État-major - Fils de Noé - 8 - Motoriseras - Secteur postal - 9 - Squelettes - 10 - Saisi phonétiquement - De suite - Prit des risques - 11 - Urgentes - 12 - Tantale - Supporte.

### VERTICALEMENT

1 - Anserine - Platine - 2 - Ilot de verdure dans un désert - En long - Perroquet - 3 - Pronom - Répare - 4 - Pénurie - Fin de verbe - Strontium - 5 - Supprima - Coûteuse - 6 - Charabia - 7 - Vendu - Sélénium - Conjonction - 8 - Revenu - Stupides - 9 - Article - Crochets - Napperon - 10 - Il vit comme un ermite - Grandiloquence.

## Mots fléchés

Pureté	Oraisons	Service postal	Conduire	Sonde
Étonner	Tradition	Naturel	Grecque	
			Guette	
Propre à l'âne				Roue
Obstacle				
	Pour dans Renard Bleu		Religieux	
			Plantes ligneuses	
Caisse d'épargne				Filet d'eau
Nuit				
		Fin de participe		Argon
		Race de chien		Préceptes
Pressé			Participe gai	Misère
Napperon				
		Battre le pavé		Va en justice
Protec-teurs	Complot			
	Esprit			
		Pronom	Fleur	
		Note	Note	
Poser un œil	Éprouve			
			Orateur grec	

## Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

### Personne qui crée des jeux pour les médias (9 lettres)

D	R	E	P	R	U	S	U	E	E	E	E	I	R	I	A	R	P
H	I	E	S	E	I	D	I	S	L	N	M	E	G	E	L	E	A
E	A	S	L	A	R	P	I	A	O	P	I	A	R	I	I	N	S
L	S	U	S	O	M	R	C	E	U	M	I	U	M	A	E	T	S
L	E	S	T	I	P	I	L	R	I	N	T	I	V	V	E	T	I
E	L	E	I	E	D	E	C	L	E	U	T	I	R	L	E	T	V
U	A	T	R	A	M	E	A	A	S	E	L	O	L	B	N	E	I
T	M	I	R	A	R	E	N	R	L	O	S	O	R	E	C	I	T
N	R	A	C	F	B	G	N	T	A	E	M	O	D	N	A	E	E
E	O	R	I	R	R	E	U	T	C	I	D	O	A	S	C	T	T
V	N	T	E	A	R	L	O	R	B	G	U	L	S	N	I	B	N
E	C	L	V	U	M	I	A	O	O	F	E	E	E	U	O	O	A
A	A	U	T	I	N	I	N	C	O	H	R	G	D	U	T	E	T
N	R	I	S	C	N	A	A	U	A	E	R	I	T	A	S	R	S
E	R	E	L	T	S	R	R	I	G	E	S	A	I	S	O	E	N
F	R	U	I	S	I	M	N	U	V	S	D	R	O	M	N	E	O
E	S	F	E	N	I	E	A	I	A	E	E	R	P	T	R	A	C
E	D	R	A	B	O	J	D	D	R	O	B	E	E	U	O	L	C

**N.B :** Une même lettre peut servir plusieurs fois

**ACTIF - AMICALE - ASSIDUITÉ - ARAIRE - BONASSE - BORD - BOUTADE - BRELAN - BROUSSE - CAMÉLÉON - CLOUÉE - CONSTANT - CRAINTIF - DIÈSE - DIS-SIDENT - DIVERGENCE - ÉLANCÉ - ESSAI - ÉVENTUELLE - FOURMI - FRITURE - GAINÉ - GRAISSE - GRAVURE - HAINE - HAUTEMENT - IMPIE - IMPUR - INCLUS - JAUGER - JOBARD - LIMIER - LIMITE - MIS-ÈRE - MOLLET - NÉVROSE - NOTAIRE - NORMALE - OCARINA - OLIVAIE - PASSIVITÉ - PRAIRIE - RADICALE - REDENT - REPRISE - SENTE - SORBET - SUTURE - TRAC - TORDU - TRAITE - TROMPÉ - USURPER.**

### Solutions du précédent numéro

#### MOTS CROISÉS

1. Haïku - Épée - 2. Aberration - 3. Mon - Épi - Nt - 4. Muât - Tri - 5. El - Unie - Sr - 6. Rit - At - Api - 7. Leur - Uns - 8. Ronds - Je - 9. Sentie - Sem - 10. Suées - Buté - 11. Rpr - Néron - 12. Dés - Gèrent.

#### VERTICALEMENT :

1- Hammerless - 2. Aboulie - Eure - 3 - Iéna - Turneps - 4. Kr - Tu - Roter - 5. Ure - Na! - Nis - 6. Aptitude - Ne - 7. Étire - N.S - Ber - 8. Pi - As - Sure - 9. Éon - S.P - Jeton - 10. Entérinement.

#### MOTS FLÉCHES

##### HORIZONTALEMENT :

Mélancolie - Vilaine - Rasé - États - Ni - Tr - Tee - Étété - Soin - Ure - Saint - Près - Tort - Es - Drue - Os - Il - Eu - Pesée - Us - Prises - Usé.

##### VERTICALEMENT :

Devantures - Lisières - Pi - Pâle - Tes - Dés - Na - Te - Se - Scier - Striés - Ont - Saoule - Aléatoire - Teint - Eus - Ressent - Rusé.

#### MOTS MASQUÉS MINUTE



# Les courses en direct



**HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER**  
**SAMEDI 5 AVRIL 2025 - PRIX : NAKHTAR - PS.AR. NEE**  
**DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 15H30**  
**TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ**

## Amir De Kat, le choix de Yahiaoui

Les douze coursiers de 4 ans et plus de race arabe pure sont de retour ce samedi à l'hippodrome du Caroubier dans le prix Nakhtar retenu en la circonstance pour servir de cadre au pari tiercé, quarté et quinté. Il faut se rendre à l'évidence que nous sommes en présence d'une épreuve à caractère assez particulière avec d'une part, quelques coursiers qui se comptent sur le bout des doigts sur les douze engagés qui possèdent à leur actif quelques accessits dont le plus probant d'entre eux reste cette excellente 3e place sur la même distance du jour de la jument Hakima D'hem et encore la femelle de 6 ans Gamra D'hem embusquée en bas du tableau bénéficiant d'une très belle décharge de poids et pilotée par un efficace apprenti jockey Y. Chellal avec 47,5 kg, sans oublier les chevaux plus supérieurs dans ce lot comme Amir de Kat, Fih El Kheir et la femelle Al Mansoura qui ont déjà couru avec des coursiers de qualité supérieure. Nous vous rappelons que cette épreuve est réservée aux chevaux qui n'ont pas totalisé une somme de 101.000 DA dont 4 chevaux qui possèdent quelques gains Amir de Kat, Fih El Kheir, Al Mansourah et Hakima D'hem et le reste avec zéro gain dans leur compte. Cela dit et logique oblige on placera en tête de notre pronostic le mâle azezan Amir De Kat qui me paraît le mieux placé de sortir victorieux dans ce lot.

### LES PARTANTS AU CRIBLE

**1. AMIR DE KAT.** Ce coursier de qualité a déjà cotoyé des chevaux plus robustes que ce lot, confié à l'excellent jockey A. yahiaoui, il peut aisément sortir victorieux.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
MME. Z. CHELLAL	1	AMIR DE KAT	A. YAHIAOUI	57	5	A. CHELLAL
A. AOUSSAT	2	HAKIMA D'HEM	H. RAACHE	55	10	R. BOUBEKEUR
L. BOUDJEMAA	3	AL. MANSOURAH	S. BENYETTOU	55	11	B. SLIMI
MZ. METIDJI	4	HADBANE D'HEM	K. BAGHDAD	55	12	A. CHELLAL
S. MESSOUS	5	MOUHDJA	AM. BENDJEKIDEL	55	4	PROPRIÉTAIRE
L. BOUDJEMAA	6	FIH EL KHEIR	S. BENDJEKIDEL	54	8	N. TIAR
A. HAMIANE	7	CHARIF	T. ALI OUAR	54	9	S. HAMIANE
MZ. METIDJI	8	HARAB D'HEM (0)	R. BENAOUA	54	3	A. CHELLAL
S. AOUINA	9	HERZ	A. BOUSSAA	53	6	PROPRIÉTAIRE
K. BENHAMOUDA	10	ROFIAL	A. HADDOUCHE	53	2	B. AMRAOUI
A. TOUIDJINE	11	ZAMARI	C. BOUSSAA	53	1	PROPRIÉTAIRE
MZ. METIDJI	12	GAMRA D'HEM	AP:Y. CHELLAL	47,5	7	A. CHELLAL

**2. HAKIMA D'HEM.** À part son absence depuis le mois de décembre, cette classique pourra facilement obtenir une place.

**3. AL MANSOURAH.** Cette femelle bai de 6 ans vient de terminer en bonne place le 1er mars, 3e sur la même distance du jour.

**4. HADBANE D'HEM.** Course d'entrée.

**5. MOUHDJA.** Méfiance, cette jeune femelle de 5 ans n'a pas beaucoup d'expérience mais lors de sa 2e tentative a démontré de grandes capacités physiques.

**6. FIH EL KHEIR.** Par rapport à bon nombre de concurrents, ce coursier de 5 ans possède quelques bons essais dans des parcours identiques de la condition de la course du jour.

**7. CHARIF.** Ce grand champion pen-

sionnaire de la grande maison Hamiane, malgré son absence des compétitions aura son mot à dire.

**8. HARAB D'HEM.** À revoir.

**9. HERZ.** N'ayant rien réalisé de probant, sa tâche restera encore difficile.

**10. ROFIAL.** Course d'entrée.

**11. ZAMARI.** Son unique tentative s'est soldée par une dernière place sur la même distance.

**12. GAMRA D'HEM.** Attention, cette femelle bai de 8 ans est bien chouchoutée par son entourage, embusquée en bas du tableau et bénéficiant d'une belle décharge au poids.

## DANS LE CREUX DE L'OREILLE

### MON PRONOSTIC

1. AMIR DE KAT - 3. AL MANSOURAH - 6. FIH EL KHEIR -  
2. HAKIMA D'HEM - 7. CHARIF

### LES CHANCES

12. GAMRA D'HEM - 5. MOUHDJA



## 2024, l'année la plus meurtrière pour les travailleurs humanitaires

L'année 2024 a été la plus meurtrière pour les travailleurs humanitaires dans le monde, a déploré l'ONU, dénonçant l'augmentation sans précédent des attaques contre cette catégorie. Ce bilan est révélé au moment où la communauté humanitaire est toujours sous le choc après la découverte, dimanche, des corps de 14 secouristes tués par l'armée d'occupation sioniste à Ghaza. L'an dernier, pas moins de 377 travailleurs humanitaires ont trouvé la mort dans 20 pays à travers le monde, faisant de l'année 2024 la plus meurtrière jamais enregistrée pour cette catégorie professionnelle, a indiqué l'ONU, mercredi, ajoutant que cela représentait une hausse de près de 100 décès comparé à 2023, qui avait déjà enregistré une forte augmentation par rapport à 2022. "Ces deux dernières années ont été particulièrement brutales", a souligné la Coordinatrice adjointe des secours d'urgence des Nations unies, Joyce Msuya, lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la protection des agents humanitaire et du personnel de l'ONU. "Nous exigeons des réponses, et appelons à la justice", a-t-elle poursuivi, notant que Ghaza est devenue "l'endroit le plus dangereux au monde pour les humanitaires". Lorsque les Etats membres échouent, par manque de volonté ou de moyens, à poursuivre les responsables de crimes contre des agents humanitaires, le Conseil de sécurité ne doit pas hésiter à référer ces cas à la Cour pénale internationale, a estimé Mme Msuya, soulignant que les auteurs de violations "doivent assumer les conséquences de leurs actes, sans exception". La réunion du Conseil avait lieu trois jours après la découverte, dans les environs de Rafah, au sud de Ghaza, des corps ensevelis de 14 secouristes du Croissant-Rouge palestinien, de la défense civile de Ghaza et de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Ces derniers avaient été tués par l'armée d'occupation sioniste, le 23 mars, alors qu'ils tentaient de porter secours à des blessés dans la zone. Leurs véhicules, pourtant clairement identifiés, ont été retrouvés détruits, non loin de la fosse commune dans laquelle une équipe de l'ONU a déterré leur corps. Une vidéo filmée au moment du crime, et par la suite diffusée par l'organisation montre des civils se faire tirer dessus alors qu'ils tentaient de fuir la zone.

## Saisie de 41 kg de cocaïne à Adrar

Une quantité de cocaïne estimée à 41 kg a été saisie, mercredi à Adrar (3e Région militaire), lors d'une opération qualitative menée par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), des Douanes et de la Sûreté nationale, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre des efforts continus visant à lutter contre la criminalité organisée sous toutes ses formes et lors d'une opération qualitative, des détachements combinés de l'ANP, des Douanes et de la

Sûreté nationale, relevant du secteur militaire d'Adrar (3e Région militaire), ont procédé, mercredi 2 avril 2025, à la saisie d'une quantité de drogue dure (cocaïne) estimée à 41 kilogrammes, ainsi qu'un véhicule utilitaire", précise la même source. "Cette opération illustre, une fois de plus, la détermination des unités de l'ANP et des différents services de sécurité à lutter contre toutes les formes de criminalité organisée et de préserver la sécurité et la stabilité du pays", ajoute le communiqué.



## Démantèlement d'un réseau criminel à Sétif



Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de drogues de la sûreté de wilaya de Sétif ont démantelé un réseau criminel constitué de quatre personnes spécialisées dans le trafic de drogues et ont saisi 30 kg de kif traité, a-t-on appris jeudi auprès de cette sûreté. Le responsable de la cellule de communication de cette sûreté, le commissaire de police Mohamed Ferahata, a précisé que suite à des informations relatives aux activités d'un réseau criminel d'écoulement des drogues au niveau des régions Sud de la wilaya, un plan a été mis en place permettant d'ar-

rêter deux des éléments de ce réseau. En coordination avec le parquet compétent, il a été procédé à la perquisition du domicile d'une des personnes arrêtées situé dans un village reculé de la commune de Guidjel (Sud de Sétif) donnant lieu à la saisie d'une quantité considérable de kif traité estimée à 30 kg cachés dans la maison, selon la même source. Les investigations approfondies ont permis d'identifier l'identité des autres membres du réseau (deux éléments) et de les arrêter avec la saisie de trois véhicules de tourisme exploités dans cette activité criminelle, selon la même source. Au terme des procédures, les suspects ont été présentés devant le parquet compétent de la commune d'Ain Oulemène pour "possession, transport et stockage de drogues d'une manière illégale en vue de la vente dans le cadre d'une bande criminelle organisée et blanchiment d'argent", a-t-on précisé.

## Sept morts et 290 blessés sur les routes en 24 heures

Sept (7) personnes sont décédées et 290 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, a indiqué jeudi un bilan de la Protection civile. Le bilan des 280 accidents de la route survenus durant les trois jours de l'Aïd el-Fitr s'élève à 15 décès et 891 blessés, dont 6 décès et 313 blessés recensés le 1er jour, deux décès et 288 blessés le 2e jour, pré-



cise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à des personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffa-

ge dans leurs domiciles respectifs au niveau des wilayas d'Alger et El Bayadh. Durant la même période, les équipes de secours de la Protection civile sont

également intervenues pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers qui se sont déclarés dans les wilayas de Tamanrasset, Tizi-Ouzou, Béchar et Annaba causant des brûlures de différents degrés et des gênes respiratoires à plusieurs personnes, ajoute la Protection civile qui déplore le décès d'un enfant dans l'incendie ayant pris dans une écurie dans la commune d'Abalessa à Tamanrasset.

## Automobile : les ventes mondiales de Tesla en baisse de 13% au 1er trimestre

Les ventes mondiales du constructeur automobile Tesla, spécialiste des véhicules électriques, ont baissé de 13% au premier trimestre. Sur les trois premiers mois de l'année, Tesla a remis 336.681 véhicules à leurs propriétaires contre 386.810 lors de la même période en 2024. Les analystes avaient tablé sur une fourchette de 355.000 à 360.000, rappelant que le marché prévoyait encore plus de 400.000 en début d'année. Le groupe ne publie pas de répartition géographique mais les données émanant d'autorités locales montrent un recul des ventes de Tesla depuis plusieurs mois dans de nombreux pays, en particulier en Europe de l'Ouest. Pour le seul mois de mars, elles ont chuté de 36,8% en France et de 63,9% en Suède. Elles sont tombées de 56% au Danemark au premier trimestre. Les immatriculations de Tesla avaient été presque divisées par deux durant les mois de janvier et février dans l'Union européenne (UE), retombant à 19.046 véhicules et 1,1% de part de marché, selon les chiffres des constructeurs. Tesla est également à la peine en Chine, un marché crucial pour la marque.

## Le directeur de l'agence américaine de renseignement NSA limogé

Le directeur de l'agence américaine de renseignement NSA, Timothy Haugh, a été limogé jeudi, rapportent des médias américains. Wendy Noble, numéro deux de la NSA, un puissant service d'écoute et de cyberespionnage, a également été remerciée, selon le Washington Post, citant des responsables américains. Le général Haugh, qui était également à la tête des opérations de cyberdéfense du Pentagone (Cyber Command), avait pris ses fonctions de directeur de la NSA il y a un peu plus d'un an seulement.

**MISE AUX POINGS**  
"Le continent africain dispose de grandes potentialités aussi bien en termes de ressources naturelles que d'énergies humaines, constituant ainsi une base solide à même de booster le développement industriel et énergétique et de réaliser l'autosuffisance énergétique"



Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables

## EXPRESS- HISTORIQUE

### Le hérisson et chaCal (3)

<p>Le hérisson se rendit chez le chaCal le lendemain pour le défier !</p> <p>Je te propose de faire la course, qu'en dis-tu ?</p>	<p>Le chaCal fut pris de stupeur en entendant le hérisson...</p> <p>Quoi ?! Tu veux te mesurer à moi ?!</p>	<p>Ah, celle-là, c'est la meilleure ! Ha ha ha !</p> <p>à suivre</p>
---	---	--





Dans la journée : Nuageux  
Vent : 27 km/h  
Humidité : 55 %



Dans la nuit : Nuageux  
Vent : 11 km/h  
Humidité : 83 %

Dohr : 12h51  
Assar : 16h27  
Maghreb : 19h17  
Ïcha : 20h38

Dimanche  
7chaoual 1446  
Sobh : 04h59  
Chourouk : 06h27

RÉUNION DU JMMC

## L'OPEP+ veut stabiliser le marché pétrolier

Aujourd'hui, se tiennent, par visioconférence, les travaux de la 59e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep-non Opep (JMMC), auxquels participe le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab.

Un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines précise que cette réunion regroupera les ministres du Pétrole de neuf pays membres du Comité (l'Algérie, le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigeria, la Russie et le Venezuela). Selon la même source, les discussions porteront sur le suivi du taux de conformité des pays membres aux réductions de production convenues pour les mois de janvier et février 2025, conformément aux décisions prises par les pays de l'OPEP+ en faveur de la stabilité du marché pétrolier mondial. Les participants examineront les dernières évolutions du marché pétrolier mondial et les perspectives de l'offre et de la demande au cours des semaines à venir, en mettant l'accent sur les facteurs influant sur l'équilibre du marché, ajoute le communiqué. À la veille de cette réunion, hier, les cours du pétrole se sont enfoncés, plombés par la dernière salve de droits de douane américains, et l'annonce surprise d'une hausse de la production de l'Opep+, expliquent les experts. Les analystes ont noté que cette baisse est survenue alors que la guerre commerciale s'intensifiait, la Chine annonçant un tarif de 34 % sur toutes les importations américaines à compter du 10 avril. Ils estiment que les tarifs douaniers radicaux de Trump ont fait comprendre aux investisseurs que l'éco-



PH : DR

Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables

nomie américaine - et peut-être l'économie mondiale - se dirigeait directement vers un ralentissement significatif, voire une récession. Selon les sites spécialisés, le Brent, référence en Europe, Afrique et au Moyen-Orient, a plongé au plus bas depuis 2021. Vendredi, vers 8h50 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, chutait de 3,29% à 67,83 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate, référence américaine, pour livraison en mai, plongeait de 3,54% à 64,58 dollars, au plus bas depuis mai 2023. Jeudi, selon les mêmes sources, les prix de l'or noir s'étaient déjà effondrés de près de 6,5% en séance. Le même jour, jeudi, huit pays membres de l'OPEP+, dont l'Algérie, avaient décidé d'ajuster leur production de pétrole avec une hausse de 411.000 barils par jour au cours du mois de mai prochain, en vue d'assurer un soutien continu à la stabilité des marchés pétroliers. Selon un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines, les ministres de l'Énergie de l'Algérie, du Royaume d'Arabie Saoudite, de la Russie, de l'Irak, des

Émirats Arabes Unis, du Koweït, du Kazakhstan et du Sultanat d'Oman ont opté pour cette augmentation de la production pour stabiliser le marché. Ces huit pays appliquent des ajustements volontaires de production depuis avril 2023. La même source fait savoir que "les ministres ont discuté de la situation du marché pétrolier mondial et de ses perspectives d'avenir". Leur décision a été prise compte tenu des perspectives positives du marché et conformément aux décisions prises le 5 décembre 2024, confirmées le 3 mars 2025, a indiqué la même source. "Cette augmentation progressive et flexible pourra être suspendue ou ajustée en fonction de l'évolution du marché afin d'assurer un soutien continu à la stabilité des marchés pétroliers", note le communiqué qui a souligné que les pays concernés ont réaffirmé "leur engagement à compenser tout excédent de production depuis janvier 2024". Au terme de la réunion, les ministres des huit pays de l'OPEP+ sont convenus de tenir des réunions mensuelles afin de suivre l'évolution du marché pétrolier et d'examiner le respect des accords et des compensations. La prochaine réunion est prévue pour le 5 mai, date à laquelle les niveaux de production pour le mois de juin 2025 seront déterminés.

M. R.

DOUANES

### Des marchandises en provenance de Marseille saisies au port d'Alger

Lors du contrôle d'un navire arrivé au port d'Alger, les Douanes algériennes ont saisi plusieurs produits en provenance de Marseille, comprenant 2500 boîtes de chocolat de la marque Lindt, 550 boîtes de lait noix de coco, 150 bouteilles de sauce soja, ainsi que 9 bouteilles de boissons alcoolisées et 170 boîtes de vinaigre de riz. Le chargement suspect a attiré l'attention des douaniers qui ont immédiatement procédé à une inspection approfondie.

Cette opération souligne la vigilance et l'efficacité des services douaniers au port d'Alger. Les autorités algériennes ont démontré une grande réactivité face à une tentative de trafic visant à introduire des produits non déclarés sur le territoire national.

En empêchant l'entrée de ces marchandises, les douaniers contribuent non seulement à préserver l'économie locale mais aussi à renforcer les mesures de sécurité alimentaire en Algérie.

Sarah O.

MARCHÉ PÉTROLIER

### Le Brent en baisse à moins de 69 dollars

Les cours du pétrole s'enfoncent, hier, le Brent, référence en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, plongeant au plus bas depuis 2021, plombés par la dernière salve de droits de douane américains et l'annonce surprise d'une hausse de la production de l'Opep+. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, chutait de 2,97% à 68,06 dollars, au plus bas depuis décembre 2021, tandis que le cours de son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, s'enfonçait de 3,12% à 64,86 dollars, au plus bas depuis mai 2023.

L. Zeggane

SONATRACH ET L'ESPAGNOLE CEP SA

### Volonté de renforcer le partenariat dans les énergies propres

Le P-DG de Sonatrach, Rachid Hachichi a reçu, jeudi, son homologue de la société espagnole « CEP SA », Maarten Wetselaar, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération entre les deux compagnies dans le domaine des énergies propres, a annoncé le groupe national dans un communiqué.

À ce titre, souligne le communiqué, « les deux parties ont examiné les voies et moyens de consolider leurs relations de coopération, en mettant l'accent sur l'exploration de nouvelles opportunités pour soutenir leur partenariat bilatéral, notamment dans les domaines

des énergies propres et renouvelables, qui revêtent une importance croissante dans le paysage énergétique mondial».

Les deux parties ont réaffirmé, à l'occasion, leur engagement à développer des projets innovants et durables, étant donné que les deux compagnies avaient signé, en octobre dernier, « un mémorandum d'entente visant à réaliser une étude de faisabilité conjointe pour un projet intégré de production de l'hydrogène vert et de ses dérivés en Algérie, destiné principalement au marché européen ».

Ce projet conjoint, est-il expliqué, contribuera à « la réalisation des objectifs des deux entreprises en

matière de décarbonation, à travers la création d'une usine de production d'hydrogène par électrolyse, ainsi que la mise en place de centrales solaires et éoliennes pour alimenter les électrolyseurs en énergie renouvelable ».

Le communiqué rappelle que la société espagnole « CEP SA », partenaire historique du groupe Sonatrach, est une entreprise mondiale de premier plan qui opère de manière intégrée à travers la chaîne de valeur du secteur énergétique et est également active dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert.

S. O.

### SOUS-RIRE

Crise diplomatique  
L'Algérie et la France crévent l'abcès

l'abcès  
Retailleau



De l'abcès